TV

tremplin le mag

N°33 - FÉVRIER 2024



LES TREMPLINS

Editorial

L'année 2024 s'annonce comme une année record. Plus de 4 milliards d'habitants pourront participer à un scrutin organisé dans l'un des 68 pays dans lesquels des élections auront lieu cette année ; parmi eux, figurent les États-Unis, le Brésil, le Mexique, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, l'Indonésie et la Russie, soit huit des dix États les plus peuplés au monde. Certains scrutins ont déjà eu lieu, comme l'élection présidentielle taiwanaise alors que d'autres vont émailler les mois à venir comme l'élection présidentielle américaine dont les primaires ont déjà débuté.

Ce nouveau volet de *Tremplin Le Mag* est également l'occasion d'un tour d'horizon des grandes lignes de force qui structurent la géopolitique mondiale. L'élargissement des BRICS, celle de l'OTAN tout comme l'interconnexion des conflits qui s'enlisent en Asie, au Moyen Orient ou à l'est de l'Europe constituent autant d'avatars de ce que le géopolitologue Thomas Gomart qualifie d'« accélération de l'histoire » dans un livre paru en janvier 2024.

Le déclenchement d'un mouvement social européen constitue par ailleurs un événement fort de cet hiver. De l'Allemagne à la France, en passant par l'Espagne, les Pays-Bas, la Pologne et la Roumanie, la colère agricole a éclaté en amont des élections européennes de juin pour dénoncer l'inflation, les contraintes environnementales et la concurrence déloyale entre systèmes agricoles mondialisés.

En France, cette colère a fragilisé d'emblée le nouveau gouvernement confié à Gabriel Attal. La nomination du plus jeune Premier ministre de la Cinquième République devait permettre de relancer le quinquennat mais les manifestions et les polémiques ont rendu difficiles ses premiers pas. Une ministre a particulièrement concentré les critiques, Amélie Oudé-Castera, un temps nommée Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques avant de perdre une partie de ses attributions, l'Éducation nationale, au début mois de février.

Horizon Sciences Po est l'occasion de mieux connaître deux nouvelles références citées dans la bibliographie de Questions contemporaines relative au corps. La première contribution vous propose de mieux connaître *La civilisation des mœurs* du sociologue Norbert Elias. Dans la première moitié du XXe siècle, ce livre marquant a mis en évidence un processus de disciplinement des corps au cours du temps, en lien avec l'émergence de l'idée de civilisation. Une dernière note est consacrée au film *Picture me, le journal vérité d'un top model* qui, dans un tout autre registre, permet de réfléchir à la vision du corps dans le monde du mannequinat.



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
57 BIS COURS PASTEUR
33000 BORDEAUX

TÉL : 03.28.52.95.30
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
M. Arnaud LE GARS
M. Emmanuel CALAFIORE
M. Vincent BIENSTMAN
M. Louis ROSSIGNOL

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Lai Ching-te célèbre sa victoire à la présidentielle taïwanaise, avec sa vice-présidente, Hsiao Bi-khim, à Taipei, le 13 janvier 2024 (Louise Delmotte / AP) - cartooning for peace, le Hic - Le président Erdogan avait levé en juillet son veto, le Parlement turc s'est prononcé en faveur de l'adhésion de la Suède à l'Alliance Atlantique. (Reuters / Yves Herman) - Nikki Haley, ex-ambassadrice des États-Unis à l'ONU et Donald Trump, président des États-Unis de 2016 à 2020, au coude à coude dans la dernière droite à l'investiture républicaine. (Getty images) - Donald Trump, Narendra Modi, Vladimir Poutine (Reuters, Sipa) - Illustration dans nos librairies (Tremplins) - Drapeaux français (Pxhere) - Passation de pouvoir entre Élisabeth Borne et Gabriel Attal à l'Hôtel de Matignon mardi 9 janvier 2024 (AFP) - Nouveau gouvernement Attal (Visactu) - Caricature Rachida Dati (par le dessinateur Glon) - Premier Conseil des ministres (AFP - Michel Euler) - Départ d'Elisabeth Borne de Matignon (Cyril Bitton - Divergence pour Le Monde) - Panneau signalétique à l'envers dans la Marne (Photo FDSEA 51) - Blocage paysan à Saint-Quentin-Fallavier sur l'A43 (AFP-Jeff Pachoud) - Le marché de Rungis cerné par les forces de sécurité (NnoMan Cadoret/Reporterre) - Le premier ministre Gabriel Attal lors de sa déclaration de politique générale (Sarah Meyssonnier-Reuters) - Visite de la ministre Amélie Oudéa-Castéra à lécole Littré (Le Parisien - Delphine Goldsztejn) - Photo de l'établissement Stanislas (site officiel de l'école) - Manifestation contre le projet de loi Savary (AFP) - Christophe Kerrero, ancien recteur de Paris et Amélie Oudéa-Castéra, ministre de l'Education nationale Crédit (Alain Joacard et Thomas Coex -AFP) - Photo des nuages du cyclone à La Possession (Richard Bouhet - AFP) - Les 5 catégories de cyclone (National Hurricane Center - Le Parisien) - Une méga-pompe déployée lors des inondations dans le Pas-de-Calais (Photo reportage BFM TV) - Le pompage intensif pour évacuer les eaux à Mardyck (France 3 - Loïc Beunaiche) - Gérard Larcher lors de son interview sur France Info (FranceInfo) - Résultats Vote inscription de l'IVG à l'Assemblée nationale (AFP Emmanuel Dunand) - Casques (Unplash) - Carte

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

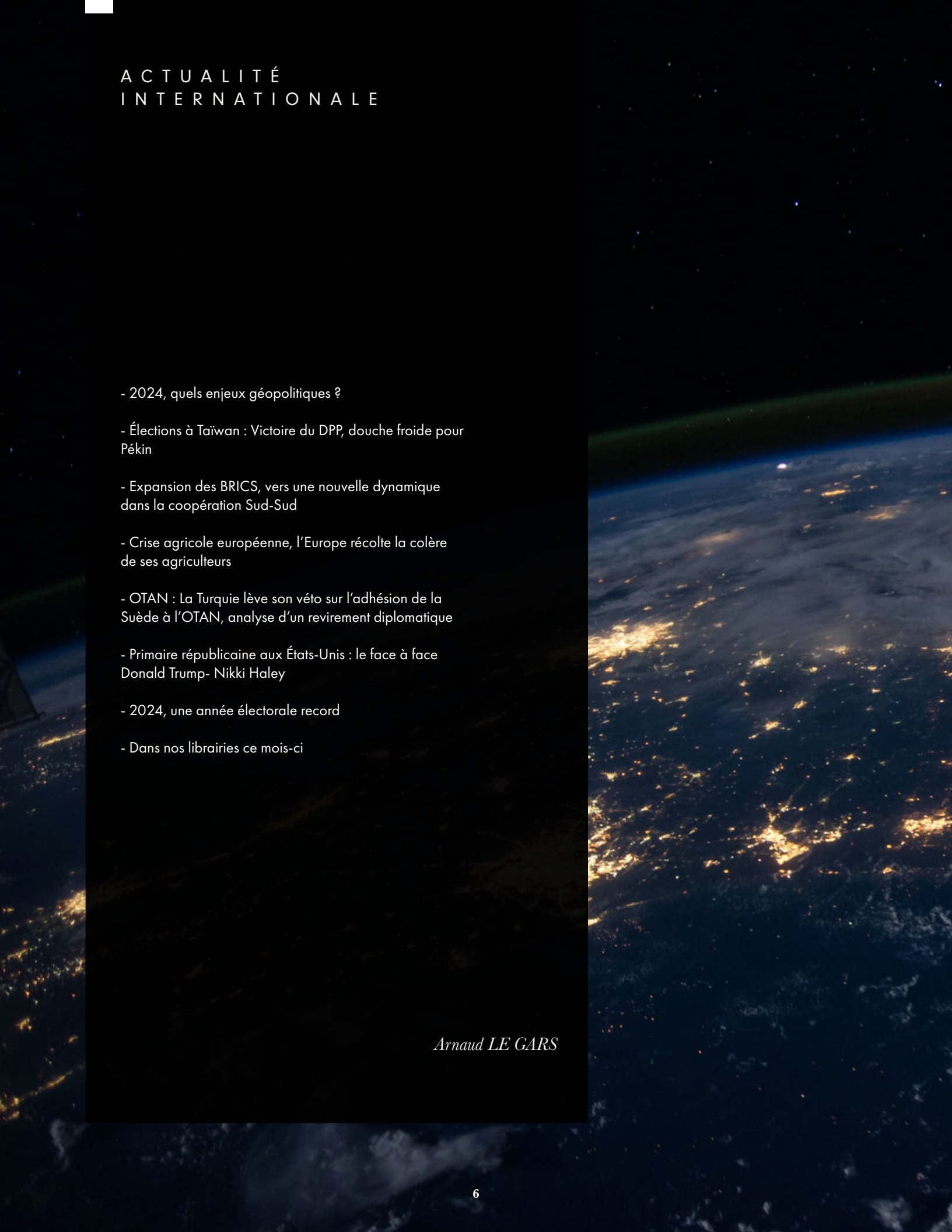
ACTUALITÉ INTERNATIONALE 6

ACTUALITÉ NATIONALE 23

HORIZON DÉFENSE

- Norbert Elias, *La civilisation des mœurs*, 1939..... 39
- Ole Schell et Sara Ziff, *Picture me, le journal vérité d'un top model*, 2009..... 41

ACTUALITÉ INTERNATIONALE



- 2024, quels enjeux géopolitiques ?

- Élections à Taïwan : Victoire du DPP, douche froide pour Pékin

- Expansion des BRICS, vers une nouvelle dynamique dans la coopération Sud-Sud

- Crise agricole européenne, l'Europe récolte la colère de ses agriculteurs

- OTAN : La Turquie lève son véto sur l'adhésion de la Suède à l'OTAN, analyse d'un revirement diplomatique

- Primaire républicaine aux États-Unis : le face à face Donald Trump- Nikki Haley

- 2024, une année électorale record

- Dans nos librairies ce mois-ci

Arnaud LE GARS



ALLER PLUS LOIN...

EURONEWS : Quels seront les principaux risques géopolitiques en 2024 ?

EY : Les perspectives géostratégiques pour 2024

2024, QUELS ENJEUX GÉOPOLITIQUES ?

L'année 2024 se présente comme une période charnière sur la scène géopolitique mondiale, marquée par des enjeux cruciaux dans des régions clés telles que l'Amérique, l'Asie, et le Proche-Orient. Ces enjeux sont d'autant plus significatifs qu'ils s'entremêlent étroitement avec les dynamiques économiques globales, influençant non seulement les relations internationales mais également les perspectives de développement et de prospérité des nations concernées. L'Amérique, avec ses contrastes entre le Nord industrialisé et le Sud en quête d'identité politique et économique, l'Asie, épicentre de tensions territoriales et de rivalités de puissance, et le Proche-Orient, théâtre de conflits anciens et de recompositions géopolitiques, sont au cœur des préoccupations internationales. Tour d'horizon des enjeux des enjeux qu'offre la perspective de cette année 2024 en offrant une analyse détaillée des dynamiques à l'œuvre dans chaque région et de leurs implications économiques.

En Amérique

La relation triangulaire entre les États-Unis, le Canada et le Mexique continue de façonner l'environnement géopolitique de l'Amérique du Nord. Sous l'égide de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC), les échanges commerciaux et la coopération en matière de sécurité demeurent des piliers centraux, bien que des tensions surgissent périodiquement autour de questions telles que l'immigration et les tarifs douaniers. Les États-Unis, en tant que puissance dominante, jouent un rôle déterminant dans la stabilité régionale, tout en cherchant à équilibrer leurs intérêts économiques avec les impératifs de sécurité nationale qui seront au cœur de l'élection présidentielle du mois de novembre prochain. L'économie de l'Amérique du Nord est largement influencée par la politique intérieure des États-Unis, qui affecte le commerce international et les investissements dans la région. Les politiques commerciales, telles que l'AEUMC, jouent un rôle crucial dans la détermination de la dynamique économique de l'Amérique du Nord, influençant les secteurs clés comme l'automobile, l'agriculture et la technologie.

L'Amérique Latine, avec ses diverses transitions politiques, continue d'être une zone de forte effervescence. Les mouvements sociaux, souvent en réaction aux inégalités et à la corruption, ont mené à des changements de gouvernement dans des pays clés comme le Brésil et la Bolivie. Ces événements ont un impact direct sur les relations internationales de la région, notamment en ce qui concerne les alliances politiques et économiques, ainsi que les accords commerciaux avec des partenaires extérieurs tels que l'Union européenne et la Chine. La question de la stabilité politique reste donc intrinsèquement liée aux perspectives économiques de la région.

En Asie

La Chine continue d'affirmer sa présence sur la scène internationale, suscitant à la fois admiration et appréhension. Sa politique extérieure, caractérisée par l'initiative "Belt and Road" (Nouvelle Route de la Soie), vise à étendre son influence économique et politique à travers l'Eurasie et au-delà. En mer

de Chine méridionale, les revendications territoriales de Pékin continuent de provoquer des tensions avec les pays voisins et les puissances extérieures, notamment les États-Unis. La question de Taiwan demeure également un point de friction majeur, les manœuvres militaires dans le détroit de Taiwan étant perçues comme une démonstration de force pouvant altérer la stabilité régionale.
L'Inde émerge comme un acteur géopolitique de premier plan en Asie, cherchant à équilibrer l'influence croissante de la Chine. Ses relations avec le Pakistan restent tendues, particulièrement autour de la question du Cachemire, une source constante de conflits militaires et diplomatiques. L'Inde renforce également ses liens avec d'autres nations asiatiques et occidentales, dans le cadre de sa politique du "Look East", visant à promouvoir son développement économique et à renforcer sa position stratégique dans la région.
La péninsule coréenne demeure un point chaud de la géopolitique asiatique, les efforts diplomatiques pour la dénucléarisation de la Corée du Nord connaissant des hauts et des bas. Les relations intercoréennes, bien que marquées par des moments de détente, restent précaires, la région étant toujours techniquement en état de guerre depuis l'armistice de 1953. L'implication des puissances extérieures, notamment les États-Unis, la Chine et la Russie, ajoute une couche supplémentaire de complexité à la situation.
L'Asie joue un rôle central dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. Cependant, les tensions géopolitiques, notamment les conflits territoriaux et les rivalités de puissance, présentent des défis économiques significatifs. La région doit également faire face à des problèmes internes tels que la montée des inégalités, les défis environnementaux et la nécessité de passer à des économies plus durables. L'Inde, avec sa croissance économique rapide, cherche à devenir un centre de fabrication alternative et un marché de consommation majeur, défiant ainsi la prédominance économique de la Chine dans la région.

Au Proche-Orient

La région du Proche-Orient continue de se débattre avec des conflits persistants et des rivalités de pouvoir. En Syrie, malgré les efforts de paix, la guerre civile n'a pas encore trouvé de résolution durable, impliquant une multitude d'acteurs régionaux et internationaux. Au Yémen, le conflit entre les forces gouvernementales soutenues par une coalition menée par l'Arabie saoudite et les rebelles Houthis soutenus par l'Iran continue de causer d'immenses souffrances humaines et de déstabiliser la région et le commerce maritime mondial dans le golfe d'Aden.
L'Iran et l'Arabie saoudite restent au cœur des dynamiques de pouvoir au Proche-Orient, leur rivalité se manifestant à travers divers conflits par procuration. Les perspectives de paix israélo-palestiniennes semblent désormais enterrées avec un conflit qui ne cesse de se durcir à Gaza et qui voit l'émergence du Qatar comme médiateur entre le Hamas et Israël.
L'économie du Proche-Orient est fortement liée à l'industrie des ressources, en particulier le pétrole. Les fluctuations des prix du pétrole ont un impact profond sur les économies de la région, en particulier celles du Golfe. Face à la volatilité des marchés énergétiques et à la pression internationale pour une transition vers des sources d'énergie plus propres, les pays du Proche-Orient sont confrontés à la nécessité de diversifier leurs économies. Des initiatives telles que Vision 2030 de l'Arabie saoudite illustrent les efforts déployés pour réduire la dépendance au pétrole et investir dans d'autres secteurs, tels que le tourisme, les technologies et les services financiers.

En Afrique

En 2024, l'Afrique se positionne comme un continent de plus en plus influent sur l'échiquier géopolitique mondial, confronté à un mélange complexe de défis et d'opportunités. Les enjeux de sécurité restent prépondérants, avec des conflits persistants dans des régions telles que le Sahel, où les mouvements djihadistes et les insurrections continuent de menacer la stabilité régionale. Ces conflits sont exacerbés par des problèmes transnationaux tels que le terrorisme, la piraterie dans le golfe de Guinée, et les flux migratoires irréguliers vers l'Europe.
Parallèlement, l'Afrique est le théâtre d'une compétition géostratégique croissante, notamment entre les puissances mondiales et régionales qui cherchent à étendre leur influence à travers des investissements économiques, des partenariats militaires et des aides au développement. La présence croissante de la Chine, notamment à travers ses investissements massifs dans les infrastructures via l'initiative "Belt and Road", ainsi que les efforts de la Russie pour accroître son influence militaire et sécuritaire, notamment en Libye et en République centrafricaine, illustrent cette dynamique.
Les questions environnementales, telles que le changement climatique, ont également un impact géopolitique significatif, affectant la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et la migration. Les initiatives africaines telles que l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) reflètent les aspirations du continent à l'autodétermination, à la prospérité économique et à une intégration régionale accrue.

Face à ces enjeux, l'Afrique doit naviguer entre la préservation de sa souveraineté et l'exploitation stratégique des partenariats internationaux, tout en s'attaquant aux problèmes internes de gouvernance, de développement économique et de justice sociale.

En Europe

L'Europe, en 2024, se trouve à un carrefour géopolitique, confrontée à des défis internes et externes qui façonnent son avenir. Sur le plan interne, l'Union européenne (UE) s'efforce de maintenir son unité face à des mouvements

populistes et eurosceptiques croissants, qui remettent en question les principes fondamentaux de l'intégration européenne. Le Brexit a laissé des traces durables, incitant à une réflexion plus profonde sur la nature de l'union politique et économique au sein de l'UE. Les questions de l'état de droit et de la démocratie en Pologne et en Hongrie ajoutent une autre couche de complexité, testant la cohésion de l'UE. Les élections européennes en juin 2024 n'ont jamais paru aussi importantes et pourraient faire l'objet d'un radical changement de politique.

Sur le plan externe, l'Europe est confrontée à une Russie de plus en plus affirmée, dont les actions en Ukraine et ailleurs aux frontières de l'Europe orientale continuent de susciter des inquiétudes en matière de sécurité. La relation avec la Turquie, cruciale pour les questions migratoires et la sécurité régionale, reste complexe et parfois conflictuelle. De plus, les relations transatlantiques, bien que renforcées sous l'administration américaine actuelle, demeurent sujettes à des fluctuations, les questions commerciales et la contribution au budget de l'OTAN étant des points de friction réguliers.

L'Europe cherche également à définir son rôle dans un monde multipolaire, en développant une stratégie autonome vis-à-vis de la Chine et d'autres puissances émergentes, tout en maintenant ses engagements envers ses alliés traditionnels. Les enjeux environnementaux, notamment l'ambition de devenir le premier continent neutre en carbone, jouent un rôle central dans la politique extérieure de l'UE, influençant ses relations diplomatiques et commerciales. Ces défis géopolitiques requièrent une diplomatie européenne agile et une vision stratégique pour naviguer dans le paysage international complexe, tout en préservant les intérêts et les valeurs européennes.

Les enjeux géopolitiques et économiques de 2024 reflètent la complexité et l'interconnexion du monde moderne. Alors que les nations naviguent dans le paysage changeant des alliances internationales, des tensions territoriales et des défis économiques, la capacité à s'adapter et à coopérer devient cruciale. Les développements dans ces régions auront des répercussions bien au-delà de leurs frontières, influençant les tendances mondiales en matière de politique, d'économie et de sécurité. ◆

ÉLECTIONS À TAÏWAN : VICTOIRE DU DPP, DOUCHE FROIDE POUR PÉKIN

Les récentes élections à Taïwan ont vu la victoire de Lai Ching-te, candidat du Parti démocrate progressiste (DPP), a remporté l'élection présidentielle, avec 40,2% des voix, tandis que son principal opposant, Hou Yu-ih, candidat du Kuomintang (KMT), a obtenu 33,4% des votes. Cette victoire a des implications sur les relations avec la Chine, étant donné que Lai Ching-te est perçu par Pékin comme un défenseur de l'indépendance de Taïwan. Suite à cette élection, Taïwan a appelé la Chine à "respecter les résultats de l'élection" présidentielle. Par ailleurs, l'opposition a décroché la présidence du Parlement taïwanais avec l'élection de Han Kuo-yu, un candidat du KMT, qui est plus favorable à un rapprochement avec la Chine. Han Kuo-yu a obtenu 54 voix contre 51 pour le candidat du Parti démocrate progressiste (DPP) de Lai Ching-te, dans une assemblée de 113 sièges. Le DPP est connu pour être hostile à tout rapprochement avec la Chine, tandis que le KMT est considéré comme ouvert à un resserrement des liens avec Pékin

Les élections de janvier 2024 à Taïwan ont marqué un moment crucial dans l'histoire politique de l'île. Avec une participation élevée, les électeurs taïwanais ont exprimé leur volonté sur des questions essentielles telles que la sécurité nationale, l'économie et les relations tendues avec la République populaire de Chine. Dans les mois précédant les élections, Taïwan a été témoin d'une polarisation croissante autour de questions clés comme l'indépendance, les relations avec la Chine et la place de l'île dans la géopolitique mondiale. Les principaux partis, le Parti démocratique progressiste (DPP) et le Kuomintang (KMT), ont offert des visions contrastées, reflétant le dilemme de l'île entre l'indépendance et une plus grande intégration avec le continent. Les enjeux étaient élevés, non seulement pour l'avenir politique de Taïwan mais aussi pour sa sécurité et son économie florissante, en particulier dans le secteur des semi-conducteurs. La sécurité intérieure a été un thème central, les candidats promettant de renforcer la défense de l'île contre les cyberattaques et l'espionnage. Les propositions ont inclus l'amélioration des systèmes de surveillance et de renseignement pour protéger les infrastructures critiques, notamment dans l'industrie technologique. L'économie taïwanaise, fortement

dépendante de son industrie des semi-conducteurs, leader mondial, était au cœur des débats. Les politiques proposées visaient à renforcer cette position tout en diversifiant l'économie pour réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs, y compris les fluctuations de la demande mondiale et les tensions avec la Chine.

Les résultats électoraux sont cruciaux pour les relations avec la Chine, qui considère Taïwan comme une province sécessionniste. La victoire du DPP, perçu comme plus incliné vers l'indépendance, pourrait exacerber les tensions avec la Chine. Les relations entre Taïwan et la République populaire de Chine ont toujours été au cœur des préoccupations politiques et sociales de l'île. Les élections de 2024 n'ont pas fait exception, mettant en lumière l'importance cruciale de cette dynamique bilatérale. Les résultats électoraux sont perçus comme un baromètre des sentiments des Taïwanais vis-à-vis de la Chine, influençant directement la politique extérieure et les stratégies de défense de l'île.

Sous la surface de ces élections, il y avait un débat profond sur la manière dont Taïwan devrait naviguer dans ses relations avec la Chine, qui revendique la souveraineté sur l'île. Le Parti démocratique progressiste (DPP) a souvent adopté une position plus ferme envers son proche voisin chinois, cherchant à renforcer l'identité distincte de Taïwan et à promouvoir une reconnaissance internationale plus large, malgré les pressions et menaces de Pékin. En revanche, le Kuomintang (KMT) favorise une approche plus conciliante qui, selon lui, pourrait apaiser les tensions et favoriser la stabilité régionale. Un gouvernement dirigé par le DPP pourrait voir une augmentation des manœuvres militaires chinoises autour de Taïwan, ainsi qu'une intensification des efforts diplomatiques de Pékin pour isoler Taïwan sur la scène internationale.

La Chine, de son côté, a surveillé étroitement les résultats des élections à Taïwan, prête à interpréter la victoire de Lai Ching-te comme un indicateur de la volonté des Taïwanais de s'éloigner de la sphère d'influence chinoise. Pékin n'a pas manqué de souligner que toute tentative de déclaration formelle d'indépendance par Taïwan rencontrerait une réponse ferme, voire militaire. Cette épée de Damoclès a influencé indéniablement les débats politiques à Taïwan et a clairement façonné la manière dont les partis ont abordé la question de la Chine dans leurs plateformes électorales.

Les élections ont également des implications régionales significatives. Les alliés de Taïwan, notamment les États-Unis, suivent de près les évolutions, prêts à réaffirmer leur soutien à l'île dans le contexte de la stratégie de sécurité indo-pacifique. La position de Taïwan affecte la dynamique régionale, notamment en termes de sécurité maritime et de liberté de navigation dans le détroit de Taïwan.

Les relations Taïwan-Chine restent un équilibre délicat entre la préservation de la souveraineté et de l'identité de Taïwan et la gestion des pressions économiques, politiques et militaires de la Chine. Les élections de 2024 ont une fois de plus mis en évidence cet équilibre précaire, avec des répercussions potentielles non seulement pour les deux parties concernées mais aussi pour la stabilité régionale et la géopolitique mondiale. ◆



ALLER PLUS LOIN...

- LE MONDE : Taïwan : à peine élu président, Lai Ching-te s'engage à protéger l'île « des menaces et intimidations de la Chine »
- IRIS : Pourquoi Taïwan est-elle si précieuse pour l'économie du monde entier ?

Lai Ching-te (au centre) célèbre sa victoire à la présidentielle taïwanaise, avec sa vice-présidente, Hsiao Bi-khim (à droite), à Taipei, le 13 janvier 2024



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE CULTURE (podcast) : BRICS + 6, vers un bouleversement de l'ordre mondial ?

EXPANSION DES BRICS, VERS UNE NOUVELLE DYNAMIQUE DANS LA COOPÉRATION SUD-SUD

Le 1er janvier 2024 marque une étape importante dans l'évolution du bloc des BRICS, avec l'élargissement de ses membres de cinq à dix nations incluant désormais l'Éthiopie, l'Égypte, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. Cette initiative, connue sous le nom de BRICS+, symbolise une tentative stratégique de renforcer l'influence et la coopération au sein du monde en développement. L'expansion vise à intégrer des économies émergentes diversifiées, reflétant ainsi une nouvelle dynamique dans la coopération Sud-Sud et un défi au système international dominé par l'Occident.

Les BRICS + face au G7, un nouvel ordre mondial ?

Les BRICS, un acronyme pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, ont été établis comme un forum pour les économies émergentes majeures, cherchant à promouvoir la coopération économique et à adresser les déséquilibres mondiaux. L'expansion à BRICS+ est une réponse à l'évolution des dynamiques économiques mondiales et à la nécessité d'une représentation plus inclusive des économies émergentes et en développement.

L'inclusion de cinq nouveaux membres a été guidée par des critères rigoureux, centrés sur la capacité économique, la stabilité politique et le potentiel de contribution à la coopération multilatérale. Ce processus de sélection met en évidence une approche méthodique visant à renforcer le bloc tout en assurant que les nouveaux membres partagent des objectifs communs de développement durable et d'équité dans la gouvernance mondiale.

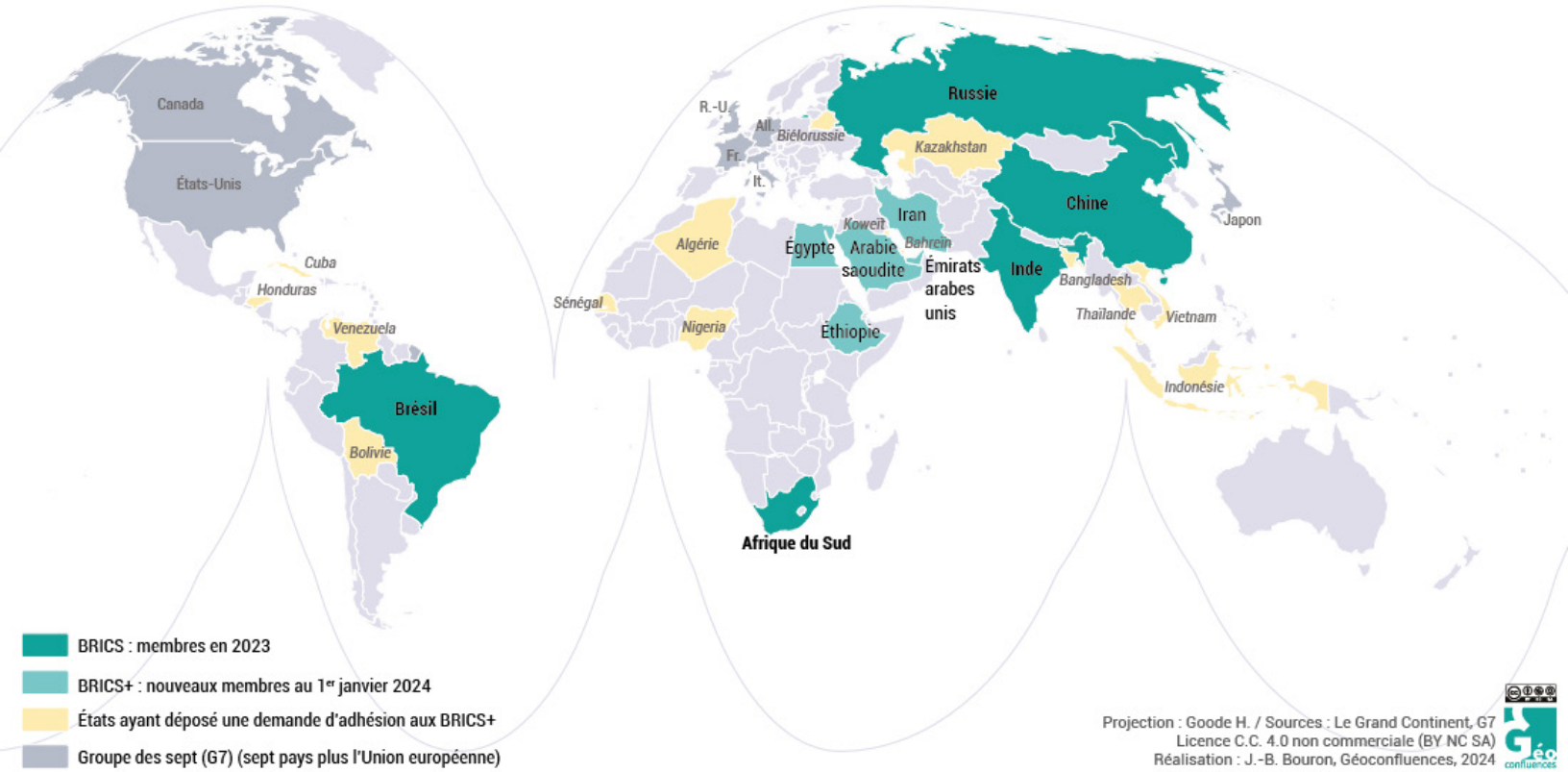
L'expansion des BRICS à BRICS+ représente une augmentation significative de la part du bloc dans l'économie mondiale, avec des implications profondes pour le commerce international et les flux d'investissement. Elle souligne le potentiel accru pour la coopération économique, notamment dans les domaines de l'infrastructure, de l'énergie, et de la technologie. Cette diversification économique au sein du bloc augmente également sa résilience face aux chocs économiques mondiaux.

Poids démographique et économique des BRICS en 2003 et 2022

Sur le plan politique, l'élargissement des BRICS défie l'ordre mondial existant en promouvant un multilatéralisme plus inclusif. Cela renforce la voix des économies émergentes dans les forums internationaux, défiant ainsi le monopole de l'influence occidentale. En outre, cela facilite une plateforme pour aborder des questions telles que la réforme des institutions financières internationales et la gouvernance mondiale. Toutefois, l'expansion des BRICS+ soulève également des questions sur la cohésion interne et la capacité du bloc à maintenir une position unifiée face à des intérêts diversifiés. Les défis incluent la gestion des disparités économiques et politiques entre les membres et la navigation dans les relations complexes avec les puissances occidentales. La réussite de BRICS+ dépendra de sa capacité à surmonter ces obstacles et à promouvoir une coopération mutuellement bénéfique.

L'expansion des BRICS à BRICS+ représente un tournant dans la coopération Sud-Sud, offrant de nouvelles opportunités pour l'intégration économique et la collaboration politique. En embrassant la diversité et en défiant l'ordre mondial traditionnel, BRICS+ se positionne comme un acteur clé dans la redéfinition de la gouvernance mondiale. Cependant, la réalisation de son potentiel nécessitera une gestion stratégique des défis internes et externes, soulignant l'importance de la solidarité et de la vision partagée parmi ses membres. ◆

	Population en millions	Part en %	PIB nominal en milliards de $ courants	Part en %
4 BRICS 2003	2 739	42,86	3 417	8,73
5 BRICS 2022	3 253	40,92	25 913	25,77
10 BRICS+ 2022	3 619	45,52	28 518	28,36
UE 3003	*432*	*6,77*	*9 932*	*25,36*
UE 2022	*448*	*5,63*	*16 641*	*16,55*



Projection : Goode H. / Sources : Le Grand Continent, G7
Licence C.C. 4.0 non commerciale (BY NC SA)
Réalisation : J.-B. Bouron, Géoconfluences, 2024



ALLER PLUS LOIN...

- TOUTELEUROPE.EU : L'agriculture européenne en 10 chiffres clés
- FRANCE INFO : cinq questions sur l'accord entre l'UE et le Mercosur

CRISE AGRICOLE EUROPÉENNE, L'EUROPE RÉCOLTE LA COLÈRE DE SES AGRICULTEURS

L'Union européenne est secouée par une vague de colère du monde agricole depuis plusieurs semaines. De l'Allemagne à la France, en passant par l'Espagne, les Pays-Bas, la Pologne et la Roumanie, les paysans manifestent pour mettre en lumière, de manière souvent spectaculaire, la précarité et la difficulté croissante de leur métier. Si les revendications diffèrent selon les pays, elles dénoncent surtout l'inflation, les contraintes environnementales imposées par la PAC, et la concurrence parfois déloyale entre les pays de l'UE. L'enjeu pour l'Europe, à l'approche des élections de juin, est de répondre à ces attentes sans renoncer aux défis climatiques et sans laisser l'extrême-droite récolter les fruits de cette colère.

L'agriculture joue un rôle central dans les économies et les sociétés européennes, représentant non seulement une activité économique majeure mais aussi un élément fondamental de l'identité culturelle et du patrimoine. Ces dernières années, cependant, une vague de mécontentement parmi les agriculteurs a balayé l'Union Européenne, mettant en lumière les tensions croissantes entre les aspirations des agriculteurs et les politiques agricoles de l'UE. Cet article examine les racines de cette colère, en explorant les multiples dimensions économiques, environnementales et sociopolitiques qui alimentent la défiance des agriculteurs face à la Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE.

Contexte historique la politique agricole commune (PAC)

La PAC, instaurée dans les années 1960, visait à augmenter la productivité agricole, assurer un niveau de vie équitable pour la population agricole, stabiliser les marchés, garantir la disponibilité des approvisionnements, et assurer des prix raisonnables pour les consommateurs. Bien que réussissant dans plusieurs de ses objectifs initiaux, la PAC a été critiquée pour ses effets pervers, notamment la surproduction,

les déséquilibres du marché, et les impacts environnementaux négatifs. Les réformes successives de la PAC, visant à répondre à ces critiques, ont introduit des changements significatifs dans le soutien aux agriculteurs, en passant des subventions liées à la production à des paiements directs et des mesures de développement rural. Cependant, ces réformes ont également entraîné une complexité accrue et des charges administratives, mettant en particulier les petites exploitations agricoles dans une situation difficile. La standardisation des pratiques agricoles à travers l'UE a souvent ignoré la diversité des conditions agricoles, culturelles et écologiques, exacerbant les difficultés pour les agriculteurs de s'adapter et de rester compétitifs.

Pressions environnementales

Les pressions environnementales représentent une facette cruciale de la tension entre les agriculteurs européens et la Politique Agricole Commune (PAC) de l'Union Européenne. Alors que l'UE intensifie ses efforts pour intégrer la durabilité environnementale dans toutes ses politiques, y compris la PAC, cette orientation a des répercussions significatives sur le secteur agricole. Les normes environnementales, devenues de plus en plus strictes, visent à promouvoir la conservation de la biodiversité, la réduction de l'empreinte carbone, et la gestion durable des ressources naturelles. Cependant, ces objectifs, bien que louables d'un point de vue écologique, imposent des défis considérables aux agriculteurs. L'adoption de pratiques agricoles durables, telles que l'agroécologie, la permaculture, ou l'agriculture biologique, nécessite souvent des investissements initiaux importants, une reconversion des compétences, et une période de transition pendant laquelle les rendements peuvent diminuer. Bien que la PAC offre des subventions et des incitations pour soutenir cette transition, les critères d'éligibilité, la complexité administrative et le décalage temporel entre l'investissement initial et les bénéfices potentiels peuvent représenter des obstacles majeurs. En outre, la rigidité des réglementations environnementales ne tient pas toujours compte de la variabilité des conditions écologiques et agronomiques à travers l'Europe, plaçant ainsi une contrainte uniforme sur des contextes agricoles divers.

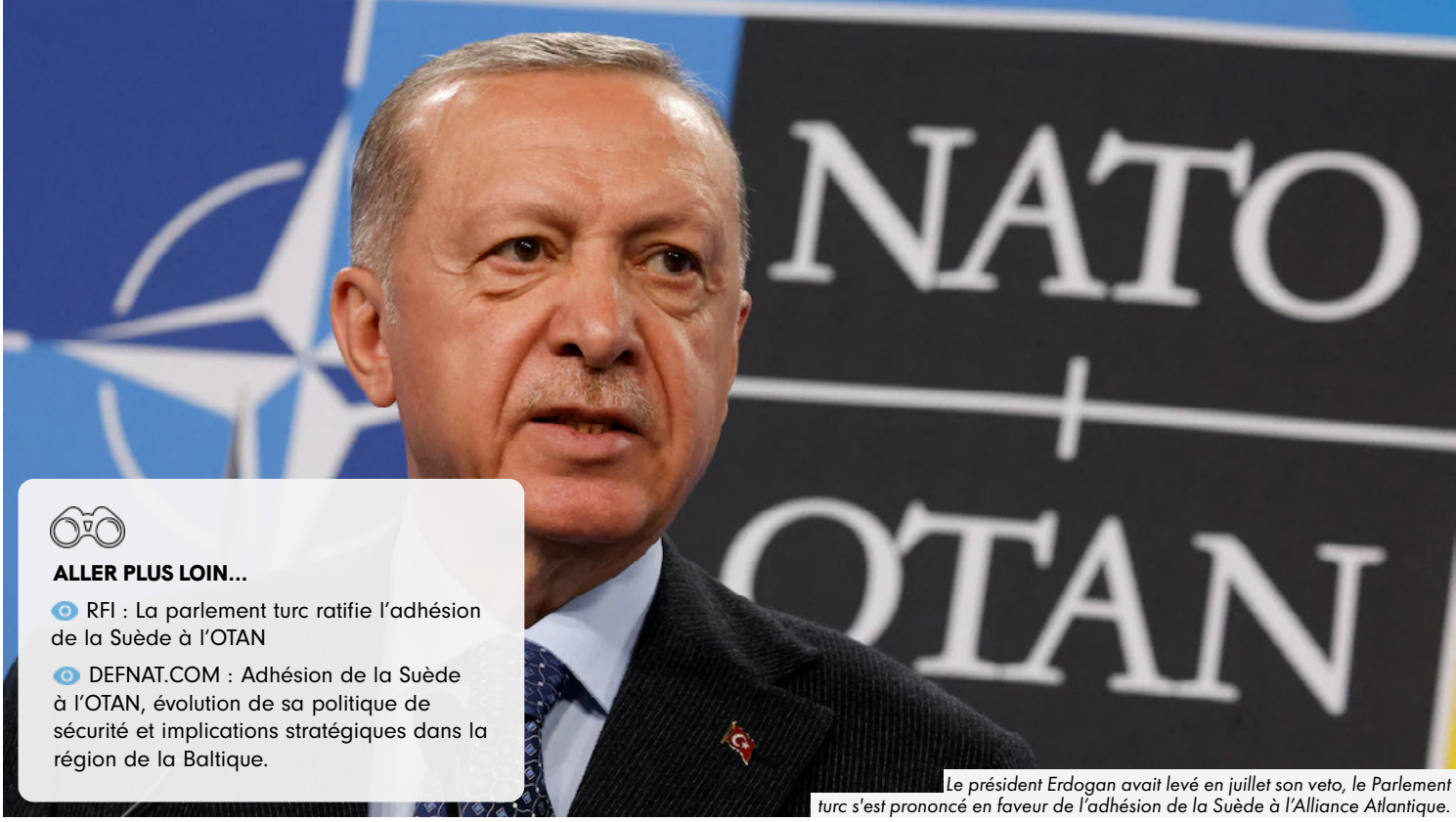
Les mesures agro-environnementales de la PAC, destinées à encourager les pratiques agricoles réduisant l'impact environnemental, soulèvent également des questions d'équité. Les grandes exploitations, mieux équipées pour naviguer dans la bureaucratie et absorber les coûts de transition, peuvent tirer parti de ces mesures plus efficacement que les petites exploitations familiales, exacerbant ainsi les inégalités au sein du secteur agricole. Cette dynamique risque de marginaliser davantage les petits agriculteurs, essentiels à la conservation des paysages ruraux et de la biodiversité. Par ailleurs, les efforts pour atténuer le changement climatique à travers la politique agricole mettent en exergue la complexité de concilier les impératifs environnementaux avec la sécurité alimentaire. Les restrictions sur l'utilisation des intrants, telles que les pesticides et les engrais chimiques, bien qu'intentionnées pour protéger l'environnement, peuvent limiter la capacité des agriculteurs à lutter contre les maladies et les ravageurs, affectant potentiellement les rendements et la viabilité économique des exploitations. Face à ces défis, une approche plus flexible et contextualisée de la réglementation environnementale dans le cadre de la PAC pourrait offrir une solution. Une telle approche reconnaîtrait et s'adapterait à la diversité des systèmes agricoles en Europe, permettant aux politiques de mieux répondre aux besoins spécifiques des agriculteurs tout en poursuivant les objectifs de durabilité. De plus, un renforcement du soutien technique et financier pour la transition vers des pratiques durables pourrait atténuer les charges pesant sur les agriculteurs, facilitant ainsi une adoption plus large des méthodes respectueuses de l'environnement. En définitive, une réconciliation réussie des objectifs environnementaux avec les réalités agricoles nécessitera une PAC réformée qui équilibre ambition écologique et sensibilité aux contraintes du terrain.

Incertitudes du marché et concurrence internationale

Les agriculteurs européens font face à une concurrence accrue sur le marché mondial, exacerbée par les accords de libre-échange de l'UE avec d'autres pays (accord EU-MERCOSUR, accord UE-Nouvelle Zélande). Ces accords peuvent exposer les agriculteurs européens à une concurrence déloyale de pays où les coûts de production sont plus bas et les normes environnementales et sociales moins strictes. Cette ouverture des marchés, tout en offrant des opportunités pour certains secteurs, a mis en péril les moyens de subsistance de nombreux agriculteurs, renforçant le sentiment d'insécurité et de défiance envers les politiques commerciales de l'UE.

La colère des agriculteurs ne se limite pas aux aspects économiques et environnementaux mais englobe également une dimension socio-politique profonde. Beaucoup d'agriculteurs ressentent un décalage croissant entre eux et les décideurs politiques de l'UE, perçus comme déconnectés des réalités de la vie agricole. Cette perception d'aliénation est exacerbée par le sentiment que les intérêts agricoles sont souvent subordonnés à d'autres priorités politiques et économiques au sein de l'UE.

La colère et la défiance des agriculteurs européens à l'égard de la politique agricole de l'UE sont le résultat d'une convergence complexe de facteurs économiques, environnementaux et socio-politiques. Pour réconcilier les aspirations des agriculteurs avec les objectifs de la PAC, une approche plus nuancée et inclusive est nécessaire, une qui reconnaît et valorise la diversité des pratiques agricoles à travers l'Europe, soutient efficacement la transition vers des méthodes durables, et engage véritablement les agriculteurs dans le processus décisionnel. Un tel ajustement nécessitera non seulement une réforme politique mais aussi un dialogue renouvelé entre les agriculteurs, les décideurs politiques et la société civile, visant à construire un avenir agricole européen qui est à la fois durable et équitable. ◆



ALLER PLUS LOIN...

RFI : La parlement turc ratifie l'adhésion de la Suède à l'OTAN

DEFNAT.COM : Adhésion de la Suède à l'OTAN, évolution de sa politique de sécurité et implications stratégiques dans la région de la Baltique.

Le président Erdogan avait levé en juillet son veto, le Parlement turc s'est prononcé en faveur de l'adhésion de la Suède à l'Alliance Atlantique.

OTAN : LA TURQUIE LÈVE SON VÉTO SUR L'ADHÉSION DE LA SUÈDE À L'OTAN, ANALYSE D'UN REVIREMENT DIPLOMATIQUE

Dans un tournant significatif pour la géopolitique européenne, la Turquie a levé son opposition à l'adhésion de la Suède à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ouvrant la voie à un élargissement stratégique de l'alliance militaire. Cette décision met fin à des mois de tensions diplomatiques et soulève des questions sur les motivations derrière le revirement d'Ankara.

La résistance initiale de la Turquie à l'entrée de la Suède dans l'OTAN découlait de préoccupations sécuritaires spécifiques, notamment les allégations selon lesquelles Stockholm n'aurait pas suffisamment agi contre les groupes kurdes, que la Turquie considère comme des organisations terroristes. De plus, Ankara avait exprimé des inquiétudes concernant les restrictions sur les ventes d'armes imposées par la Suède, qu'elle percevait comme un obstacle à sa capacité de défense.

Le changement de position de la Turquie peut être attribué à une combinaison de facteurs diplomatiques et de pressions internationales. Des négociations intensives ont eu lieu, impliquant des assurances de la part de la Suède concernant la prise en compte des préoccupations sécuritaires turques. On rapporte que Stockholm se serait engagé à intensifier sa coopération avec Ankara sur les questions de sécurité et à réexaminer les restrictions sur les ventes d'armes.

Les préoccupations sécuritaires turques, qui ont initialement motivé le véto contre l'adhésion de la Suède à l'OTAN, plongent leurs racines dans une série de dossiers sensibles et de longue date qui reflètent la complexité de la politique intérieure et extérieure de la Turquie. Au cœur de ces inquiétudes se trouvent notamment les activités des groupes kurdes, tels que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré par Ankara comme une organisation terroriste, mais qui jouit d'une certaine sympathie ou reconnaissance en Europe pour son rôle dans divers conflits régionaux, notamment en Syrie. La Turquie accuse la Suède de fournir un refuge sûr et une plateforme publique aux membres du PKK et à d'autres groupes affiliés, permettant à ces entités de mener des campagnes de recrutement, de financement et de propagande en toute impunité. Ankara est particulièrement préoccupée par les lois suédoises sur l'asile et la liberté d'expression, qu'elle juge trop indulgentes et exploitables par des individus ou des groupes cherchant à nuire à la sécurité nationale turque.

Outre la question kurde, la Turquie a également exprimé son mécontentement à l'égard des restrictions sur les ventes d'armes imposées par la Suède. Ces restrictions, souvent mises en place en réponse à des préoccupations en matière de droits de l'homme et de conflits régionaux impliquant la Turquie,

sont perçues par Ankara comme une entrave à ses capacités de défense et à sa souveraineté. La levée de ces restrictions était donc une condition clé pour que la Turquie accepte l'élargissement de l'OTAN.

Face à ces enjeux, la Suède a dû naviguer avec prudence pour répondre aux exigences turques tout en préservant ses propres principes juridiques et démocratiques. Les négociations ont probablement impliqué des engagements à renforcer la coopération en matière de sécurité, à s'attaquer au financement et au soutien logistique des groupes considérés comme terroristes par la Turquie, et à revoir les politiques de vente d'armes de manière à rassurer Ankara sur ses préoccupations en matière de défense.

La dynamique géopolitique changeante, notamment l'accent accru sur la sécurité européenne à la lumière des tensions régionales, a également joué un rôle clé. L'importance stratégique de l'unité au sein de l'OTAN, face aux défis sécuritaires croissants, a sans doute influencé la décision de la Turquie. L'élargissement de l'OTAN est perçu comme un renforcement de l'alliance notamment sur son flanc septentrional, crucial pour contrer les menaces émergentes et renforcer la stabilité régionale.

Les préoccupations sécuritaires turques qui ont influencé le débat sur l'adhésion de la Suède à l'OTAN sont profondément enracinées dans des questions de politique intérieure et des conflits régionaux. La résolution de ce différend illustre la complexité de la diplomatie internationale, où les questions de sécurité nationale se heurtent souvent aux valeurs démocratiques et aux principes de droit international, nécessitant d'importants compromis pour parvenir à un consensus.

L'adhésion de la Suède à l'OTAN présente plusieurs avantages, notamment en renforçant l'Alliance atlantique et en contribuant à la sécurité des pays nordiques. La Suède, qui a une longue histoire de non-alignement militaire, a décidé d'augmenter son budget de défense en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'adhésion de la Suède à l'OTAN est perçue comme un pas vers une plus grande sécurité, et elle permettra également de consolider l'Alliance atlantique. En outre, l'intégration de la Suède est stratégique pour l'OTAN, car le pays possède une industrie de défense performante et participe déjà à des missions et des exercices militaires conjoints avec l'OTAN, renforçant ainsi la coopération dans le domaine de la sécurité. La candidature suédoise ne nécessite plus maintenant que l'accord de la Hongrie. ◆

PRIMAIRE RÉPUBLICAINE AUX ÉTATS-UNIS : LE FACE À FACE DONALD TRUMP- NIKKI HALEY

Les primaires républicaines de 2024 ont démarré dans les États clés de l'Iowa et du New Hampshire, offrant un premier aperçu des dynamiques politiques qui pourraient définir la course à la nomination présidentielle du parti. La confrontation entre Donald Trump, l'ancien président, et Nikki Haley, l'ancienne ambassadrice des États-Unis aux Nations Unies souligne non seulement les divisions idéologiques au sein du parti mais aussi les différentes visions de son avenir. Les premiers résultats des primaires républicaines mettent en lumière une compétition serrée entre Donald Trump et Nikki Haley. Trump, avec sa base fidèle et son influence considérable au sein du parti, a maintenu une présence dominante dans plusieurs États clés. Cependant, Nikki Haley a surpris de nombreux observateurs par sa capacité à mobiliser un soutien significatif, en particulier parmi les électeurs à la recherche d'une alternative à Trump et désireux de tourner la page des controverses de sa présidence.

La campagne de Haley a capitalisé sur son image de réformatrice et de figure modérée, capable de reconquérir les banlieues et les électeurs indépendants qui se sont détournés du parti sous Trump. Ses performances dans les premières primaires suggèrent une soif au sein de l'électorat républicain pour un discours qui transcende les clivages traditionnels et adresse les défis futurs.

Le processus des primaires aux États-Unis

Le processus des primaires aux États-Unis est un élément fondamental du système électoral américain, servant de mécanisme de sélection des candidats que les principaux partis politiques présenteront lors des élections générales. Ce processus se déroule sur plusieurs mois, débutant généralement en janvier de l'année électorale et s'étendant jusqu'à l'été, impliquant une série de scrutins étatiques où les membres du parti votent pour leur candidat préféré.

Nikki Haley, ex-ambassadrice des États-Unis à l'ONU et Donald Trump, président des États-Unis de 2016 à 2020, au coude à coude dans la dernière droite à l'investiture républicaine



ALLER PLUS LOIN...

LOPINION.FR : Suivre les résultats des primaires républicaines

20 MINUTES : Mieux comprendre le déroulé de l'élection présidentielle américaine en 7 points

Les primaires prennent deux formes principales : les scrutins primaires et les caucus. Les scrutins primaires fonctionnent comme une élection traditionnelle, où les électeurs se rendent aux urnes pour choisir secrètement leur candidat préféré parmi ceux proposés par leur parti. Ces scrutins peuvent être ouverts, fermés, ou semi-ouverts, déterminant qui est éligible pour voter. Dans une primaire ouverte, tout électeur inscrit, quelle que soit son affiliation partisane, peut participer au processus de sélection d'un parti. En revanche, les primaires fermées limitent la participation aux seuls membres enregistrés du parti. Les primaires semi-ouvertes permettent une certaine flexibilité, autorisant les électeurs indépendants à choisir à quelle primaire de parti ils souhaitent participer.

Les caucus, d'autre part, sont des réunions locales des membres du parti qui discutent puis votent pour leur candidat favori. Plus interactifs, les caucus impliquent souvent des débats et des discussions avant que les participants ne se positionnent physiquement pour soutenir leur candidat choisi. Ce format, bien que moins fréquent, joue un rôle clé dans les premières phases des primaires, comme en témoigne le caucus de l'Iowa, traditionnellement le premier test pour les candidats.

Au cœur du processus des primaires se trouve le système de délégués, où les candidats cherchent à gagner le soutien des délégués qui les représenteront lors de la convention nationale du parti. Le nombre de délégués attribués à chaque État est proportionnel à sa population et à son importance politique pour le parti. Les règles de répartition des délégués varient considérablement, certaines primaires attribuant tous les délégués au vainqueur (winner-takes-all), tandis que d'autres les répartissent proportionnellement selon le pourcentage de voix reçues.

Les résultats dans les premiers États, tels que l'Iowa et le New Hampshire, sont particulièrement scrutés, car ils peuvent grandement influencer la dynamique de la course. Une performance solide dans ces premières étapes peut générer un élan (momentum) pour un candidat, attirant des soutiens financiers et médiatiques accrus, tandis qu'un mauvais résultat peut signaler des difficultés à venir. En raison de cet impact disproportionné, les candidats investissent des ressources considérables dans ces États, espérant sécuriser une position de force dès le début du processus.

Pendant ce temps, les primaires démocrates se déroulent dans un contexte différent, avec moins de drame interne et une focalisation sur la consolidation du soutien en vue des élections générales. Les démocrates, en utilisant également un système de délégués, se concentrent sur des enjeux tels que la santé, l'économie, et le changement climatique, cherchant à présenter une alternative cohérente et unifiée aux électeurs déçus par la polarisation politique actuelle.

Les premiers résultats des primaires républicaines dans l'Iowa et le New Hampshire offrent une fenêtre sur les luttes internes du parti et les différentes visions de son avenir. Tandis que Trump maintient son emprise sur une partie significative de la base républicaine, Haley émerge comme une figure de renouveau, cherchant à redéfinir le parti pour les élections de 2024.

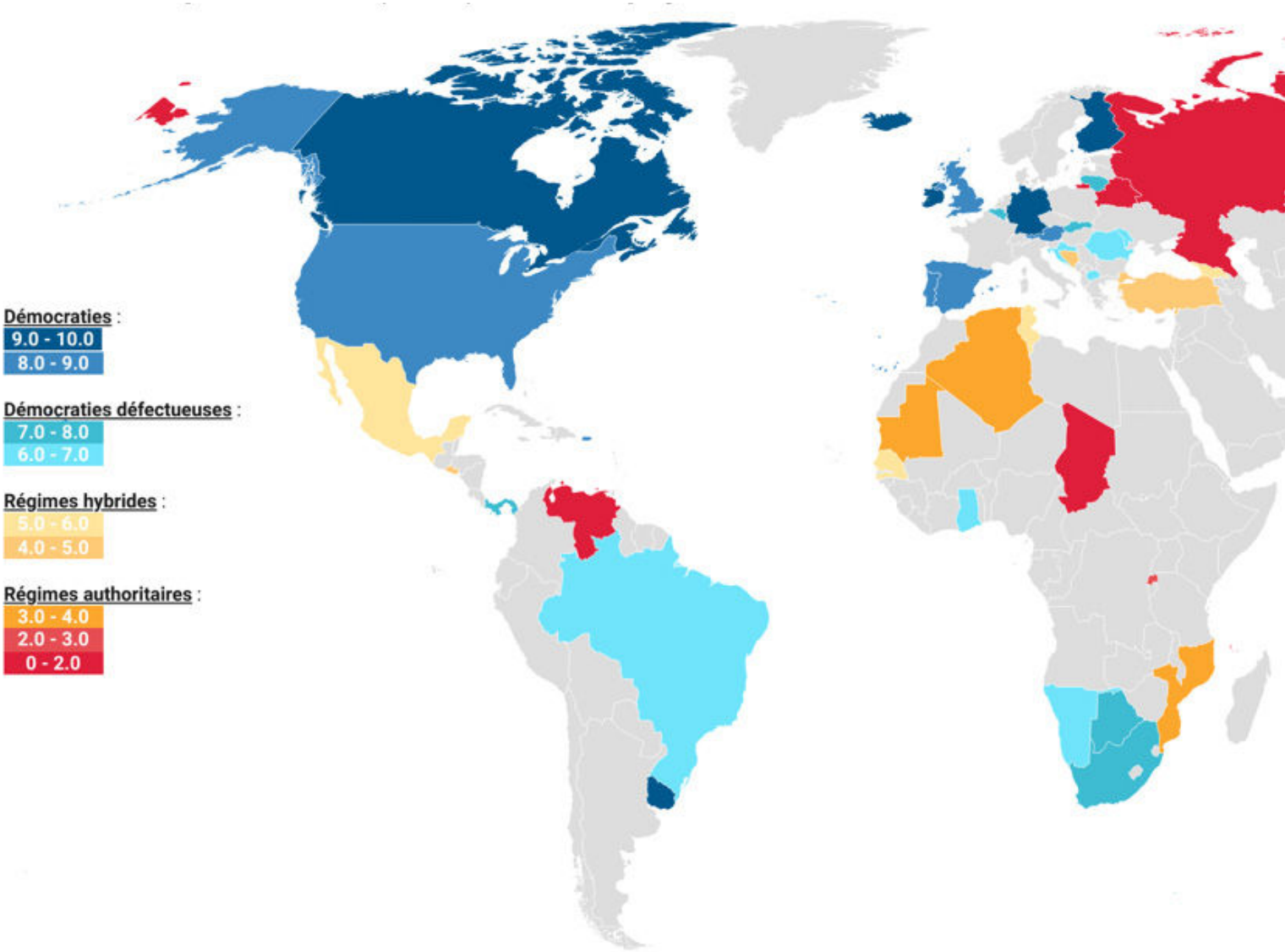
Le processus des primaires aux États-Unis, avec sa complexité et sa diversité de formats, joue un rôle crucial dans le paysage politique américain, façonnant les candidatures présidentielles bien avant les élections générales de novembre. En naviguant à travers ce système, les candidats et leurs campagnes doivent adapter leurs stratégies à une mosaïque de règles et de cultures politiques, tout en gardant un œil sur l'objectif ultime : sécuriser la nomination de leur parti. ◆

2024, UNE ANNÉE ÉLECTORALE RECORD

L'année qui s'ouvre s'annonce riche en élections, du jamais-vu depuis la création du suffrage universel en 1792, en France, quand seuls les hommes avaient le droit de voter. En 2024, la population vivant dans des pays où auront lieu des élections s'élève à 4,1 milliards de personnes – soit la moitié des habitants de la planète. Des scrutins multiples (présidentiels, législatifs, régionaux, municipaux) seront organisés dans 68 pays. Parmi eux figurent les États-Unis, le Brésil, le Mexique, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, l'Indonésie, la Russie, soit huit des dix États les plus peuplés au monde. Ces élections sont des indicateurs précieux des tendances politiques régionales et de leur impact sur les scènes internationale et géopolitique.

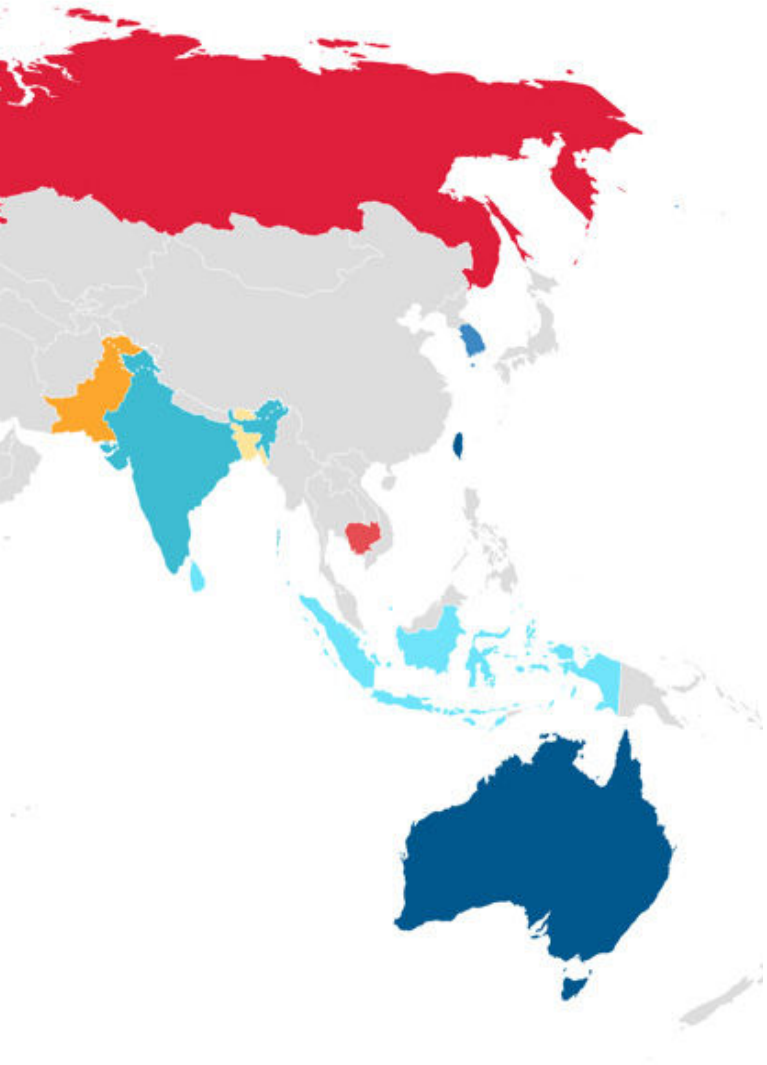
En Russie, les élections présidentielles de 2024 sont attendues avec une attention particulière. Le contexte politique actuel, caractérisé par une centralisation du pouvoir et des restrictions croissantes sur l'opposition, pose des questions sur la transparence et l'équité du processus électoral. La très forte

Indes démocratique mondial (2022) dans les pays où se tient une élection en 2024



possibilité d'une réélection de Vladimir Poutine, après la révision constitutionnelle de 2020 qui lui permet potentiellement de rester au pouvoir jusqu'en 2036, ne soulève plus d'interrogations sur l'avenir funeste de la démocratie et les orientations politiques de la Russie, notamment en ce qui concerne ses relations avec l'Occident et sa politique étrangère dans des zones stratégiques comme l'Ukraine, la Syrie et l'Afrique.

En Inde, le cadre politique est fortement influencé par une pluralité d'acteurs, incluant des partis nationaux majeurs comme le Bharatiya Janata Party (BJP) au pouvoir et le Congrès National Indien, ainsi que de nombreux partis régionaux qui jouent un rôle pivot dans la formation de coalitions. La stratégie électorale, centrée sur des alliances entre ces différents acteurs, sera déterminante pour le paysage politique qui émergera post-élections. L'Inde, en tant que l'une des économies les plus dynamiques du monde, fait face à des défis tels que la nécessité de promouvoir une croissance inclusive et de s'adapter aux changements technologiques et à la transition énergétique.
Les questions de société, notamment la protection des droits des minorités, la liberté d'expression et les réformes agricoles, restent également au cœur des préoccupations des électeurs. Les manifestations massives contre les réformes agricoles proposées ont mis en lumière les tensions entre le gouvernement et certaines sections de la société, soulignant l'importance de la gouvernance participative et du dialogue dans la plus grande démocratie du monde. En termes de politique étrangère, les résultats des élections influenceront la position de l'Inde sur la scène internationale, notamment dans ses relations avec les voisins régionaux, les grandes puissances comme les États-Unis et la Chine, et dans des forums multilatéraux. La manière dont l'Inde naviguera entre les rivalités géopolitiques, tout en promouvant ses intérêts nationaux et en contribuant aux initiatives globales, sera étroitement liée aux orientations politiques adoptées par le prochain gouvernement, Narendra Modi faisant, à l'heure actuelle, office de grand favori de ce scrutin.



Les États-Unis se préparent pour l'élection présidentielle de 2024, un moment déterminant qui pourrait redéfinir la direction du pays pour les années à venir. Cette élection est l'occasion pour les électeurs américains de juger la performance du président sortant et de décider de la vision qu'ils souhaitent pour l'avenir de leur nation. Les principaux enjeux de cette élection couvriront probablement une large gamme de sujets, y compris la gestion de l'économie, la réponse aux défis environnementaux, la réforme du système de santé, et les questions de justice sociale. La politique étrangère, notamment les relations avec la Chine, l'approche envers la Russie, les alliances internationales comme l'OTAN, et la participation dans des accords globaux, seront également au cœur des débats. La campagne électorale devrait mettre en lumière les divisions politiques au sein du pays, avec des débats sur des sujets tels que l'immigration, le droit à l'avortement, et le contrôle des armes à feu. La manière dont ces questions sont abordées par les candidats pourrait non seulement influencer les résultats mais aussi modeler le paysage politique américain pour les années suivantes. L'intégrité du processus électoral lui-même sera une question importante, suite aux controverses des années précédentes concernant la sécurité des votes, la désinformation et l'ingérence étrangère. La confiance dans le système électoral et la participation des électeurs seront des indicateurs clés de la santé démocratique des États-Unis.
Sur la scène internationale, les alliés et les adversaires des États-Unis observeront attentivement les élections, car le leadership américain joue un rôle crucial dans les affaires mondiales. Les engagements pris par le prochain président

en matière de politique étrangère, de commerce international, de changement climatique, et de sécurité globale auront des répercussions bien au-delà des frontières américaines.

L'élection présidentielle de 2024 est un événement de portée considérable, incarnant non seulement un choix pour l'avenir des États-Unis mais aussi un moment clé pour la communauté internationale, qui observera les orientations prises par la première puissance mondiale dans la gestion des enjeux globaux.

L'élection parlementaire européenne prévue en juin 2024 revêt une importance fondamentale pour l'avenir de l'Union européenne, offrant aux citoyens des États membres l'opportunité de façonner les politiques et les priorités de l'UE pour les années à venir. Ces élections détermineront la composition du Parlement européen, qui joue un rôle clé dans la législation européenne, notamment en matière de budget, d'environnement, de commerce, de protection des consommateurs et de droits de l'homme.

La montée des mouvements eurosceptiques et populistes dans plusieurs États membres pose un enjeu supplémentaire, avec la possibilité que ces élections reflètent et exacerbent les divisions sur des questions telles que l'intégration européenne, la souveraineté nationale, et la solidarité au sein de l'UE. Les résultats pourraient donc soit renforcer l'engagement envers le projet européen, soit accroître les tensions et les divergences au sein de l'Union.

La politique de sécurité et de défense de l'UE sera également un thème prépondérant, dans un contexte international de plus en plus instable. Les électeurs et les partis politiques débattront probablement de la nécessité de renforcer la défense commune, de l'autonomie stratégique de l'UE, et du rôle de l'Union en tant qu'acteur géopolitique sur la scène mondiale.

En outre, la question de l'élargissement de l'UE et de l'intégration des Balkans occidentaux pourrait émerger comme un sujet de discussion, mettant en lumière les perspectives d'avenir de l'Union et sa capacité à intégrer de nouveaux membres tout en maintenant la cohésion interne.

Les élections parlementaires européennes de 2024 sont donc un moment charnière pour l'UE, déterminant non seulement la composition politique du Parlement européen mais aussi orientant les grandes lignes de la politique européenne pour les années à venir. Les enjeux sont multiples, allant de la consolidation de la démocratie et de l'intégration européenne à la position de l'UE sur l'échiquier mondial, faisant de ces élections un événement crucial pour les citoyens européens et pour l'avenir de l'Union. ◆



Si l'avenir de Donald Trump à la tête des États-Unis semble incertain, celui de Vladimir Poutine et Narendra Modi, en Russie et en Inde, ne fait quasiment pas de doute.

ALLER PLUS LOIN...

- STATISTA : 2024, « super année électorale »
- TOUTELEUROPE.EU : 2024, une année d'élections en Europe

DANS NOS LIBRAIRIES CE MOIS-CI

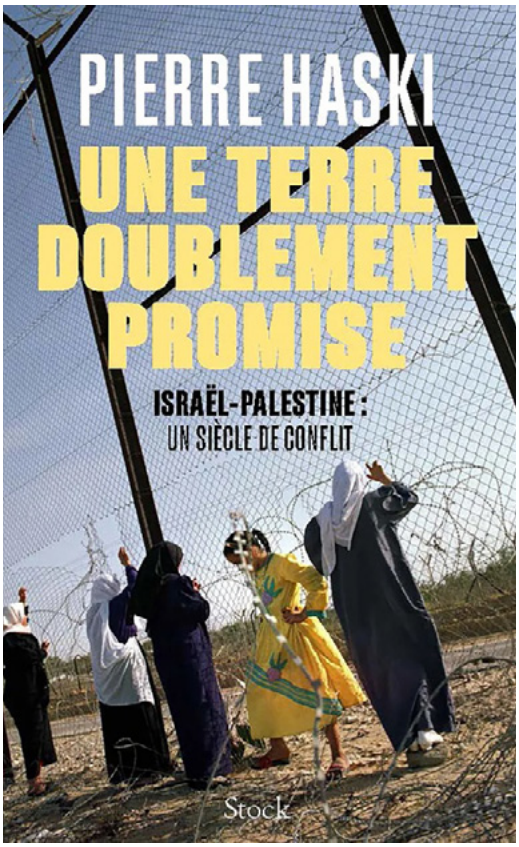




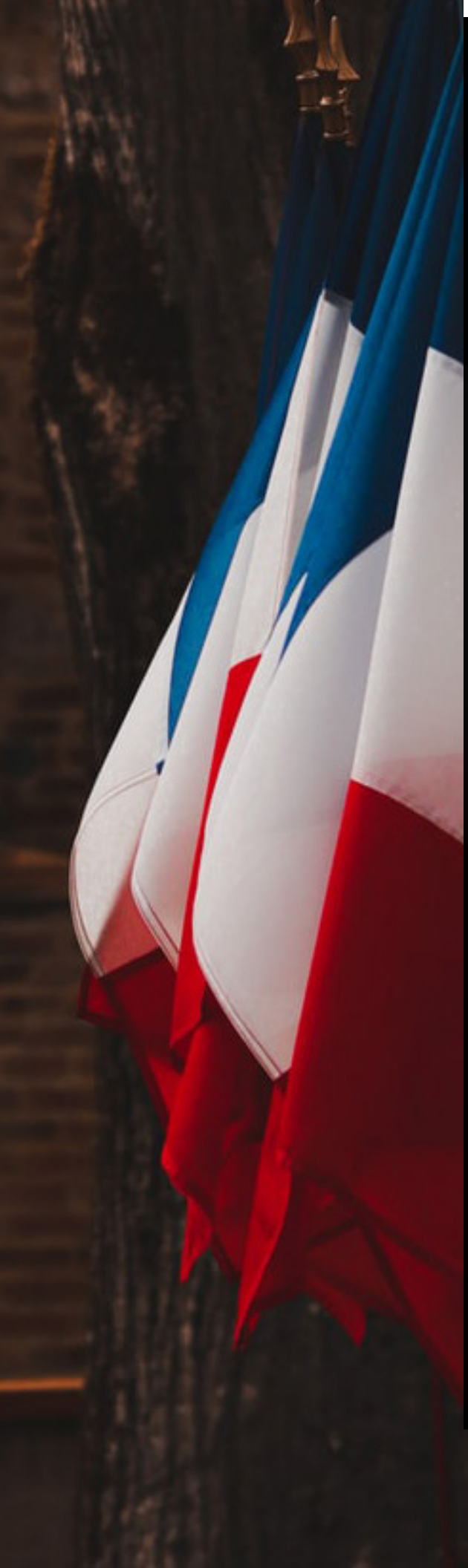
Agression de l'Ukraine par la Russie en 2022, menace répétée de la Chine sur Taïwan, attaque d'Israël par le Hamas en 2023, réarmement global depuis une décennie : l'Europe assiste en spectatrice médusée à la dégradation de son environnement géostratégique. Pour nous préparer aux prochains chocs, Thomas Gomart analyse l'interconnexion des conflits.

Une double accélération géopolitique et géoéconomique est à l'oeuvre sur fond de rivalité croissante sino-américaine, de rapprochement sino-russe, de renforcement de l'OTAN et d'émergence politique du « Sud global ». L'auteur pointe le danger de ces zones pivots où se concentrent les échanges vitaux : les mers de Chine avec ses flux de microprocesseurs dans le détroit de Taïwan, la péninsule arabique et son trafic continu d'hydrocarbures, la Méditerranée orientale où transite le blé. Il s'attache à relier les trajectoires simultanées de la Russie, de l'Iran et de la Corée du Nord, à travers lesquelles se combinent trois crises nucléaires potentielles.

Face à l'accélération, les Européens se retrouvent de plus en plus seuls. Il est temps pour eux d'éprouver leur volonté d'agir et leur capacité à rester dans l'histoire. Cela commence par un exercice de lucidité. En seront-ils capables ?



« Le massacre du 7 octobre dans le sud d'Israël, commis par des terroristes venus de la bande de Gaza, a ouvert une crise majeure, historique, aux répercussions mondiales. La guerre israélienne contre le Hamas n'en est qu'un des aspects. Mais l'histoire n'a pas commencé le 7 octobre. Cet événement tragique s'inscrit dans un contexte et une histoire qui se brouillent dans le flot d'informations et d'émotions générées par la guerre. Ce livre se propose de revenir sur le temps long de l'histoire, en se basant sur une expérience de quatre décennies. « J'ai fait mon premier reportage dans cette région en 1982, à Gaza justement, où j'ai suivi les funérailles du président égyptien assassiné Sadate à la télévision égyptienne, dans la maison du représentant officieux de Yasser Arafat… J'ai été correspondant de Libération à Jérusalem au moment de la seule tentative de paix israélo-palestinienne du dernier siècle, les accords d'Oslo de 1993, symbolisés par la poignée de mains Rabin-Arafat. J'ai suivi et documenté chaque étape de cette histoire chaotique, jalonnée de moments dramatiques – le massacre d'Hébron, l'assassinat de Rabin, etc – et d'autres périodes d'espoirs vite déçus. Le livre puisera à la fois dans ces quatre décennies d'archives qui sont autant de témoignages sur le vif, dans un retour sur le terrain à Hébron avec un texte inédit, et dans une analyse détaillée et fouillée de la crise ouverte le 7 octobre, un tournant dans cette histoire pourtant chargée, dont on ressent les impacts jusqu'au cœur de la société française. Les photos du photographe libanais Fouad Elkhoury, qui m'a accompagné à des moments importants dans les territoires palestiniens, enrichiront cet ouvrage.» Pierre Haski. ◆



1. La France a un nouveau Premier ministre. Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale, a été choisi pour remplacer Élisabeth Borne. « *Le plus jeune Premier ministre, nommé par le plus jeune Président de la République* » va devoir éteindre les colères, chercher une majorité et établir un gouvernement resserré avec des surprises. Présentation de ce nouveau gouvernement et ses premières actions.

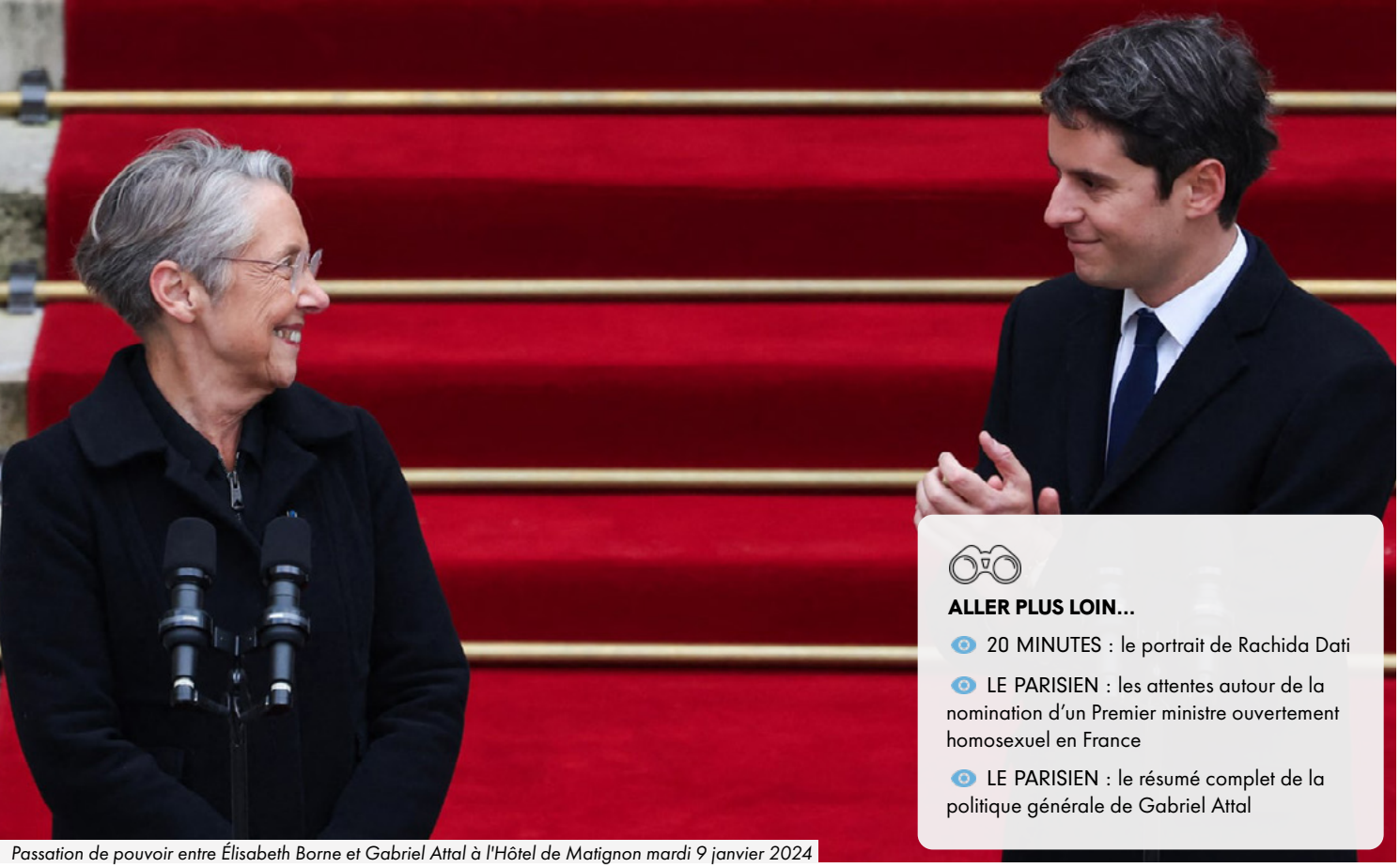
2. Premier conflit pour Gabriel Attal : la colère paysanne. Union européenne, loi Egalim revue, accord avec les pays d'Amérique Latine rejeté en masse, pression économique et environnementale, pour les paysans, le pays « *marche sur la tête* ». Comment la colère a monté ? Quels blocages dans le pays et quelles solutions pour sortir de la crise ?

3. Un super ministère : l'Éducation associée à la Jeunesse, aux Sports et aux Jeux de Paris. Amélie Oudéa-Castéra ne pensait pas cependant être l'objet de multiples polémiques dès sa prise de fonction. Retour sur un mois chahuté et sur un soutien continu de l'État.

4 .Les mois se suivent et se ressemblent dans le cadre du dérèglement climatique : de nouvelles inondations dans le Nord du pays et le passage de Belal, cyclone sur l'île de La Réunion. Si en cette période de l'année, un cyclone est un phénomène connu, ce sont les températures anormales pour la période qui entraînent une peur à venir. Des cyclones qui pourraient être moins nombreux mais beaucoup plus violents dans les années à venir. On fait le point...

Voici les actualités marquantes en France durant le mois de janvier.

Emmanuel CALAFIORE



Passation de pouvoir entre Élisabeth Borne et Gabriel Attal à l'Hôtel de Matignon mardi 9 janvier 2024

ALLER PLUS LOIN...

- 20 MINUTES : le portrait de Rachida Dati
- LE PARISIEN : les attentes autour de la nomination d'un Premier ministre ouvertement homosexuel en France
- LE PARISIEN : le résumé complet de la politique générale de Gabriel Attal

GABRIEL ATTAL, LE PLUS JEUNE PREMIER MINISTRE DE LA VE RÉPUBLIQUE

Une surprise pour les politiques, comme pour tous les analystes et journaliste : la nomination de Gabriel Attal au poste de Premier ministre le 9 janvier 2024.
Les bruits d'un remaniement couraient depuis décembre et même si Elisabeth Borne avait mis en place les réformes attendues dont celles de retraites, l'échec à trouver un consensus autour de la loi immigration aura sans doute été le déclencheur de la volonté présidentielle de changer et donner un nouveau souffle à sa politique.

Sans réelle majorité à l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron devait se donner un second souffle après une première salve de réformes décriées par l'opposition et par certains dans l'opinion publique. Pour beaucoup, il était annoncé que le remaniement ne se ferait qu'après les élections européennes. La victoire annoncée du RN sonnerait alors le départ obligatoire d'Élisabeth Borne.
Cependant, la loi immigration a rebattu les cartes et le Président avait annoncé un changement. Après de multiples consultations, des bruits de couloir autour de la nomination de Julien Denormandie, ancien ministre de l'Agriculture, du premier quinquennat ou encore la promotion de Sébastien Lecornu, c'est bien la jeunesse qui a primé : Gabriel Attal, étoile montante du parti se retrouve à 34 ans dans ce qu'il est coutume d'appeler « *l'enfer de Matignon* ».

Une nomination qui ne fait pas l'unanimité au sein de la majorité comme des oppositions. Pour les partis opposés au président, la nomination de Gabriel Attal est celle de la jeunesse qui n'ose pas s'opposer au Président de la République. C'est aussi le choix de promouvoir quelqu'un qui pourrait se brûler les ailes et ainsi ne pas être le successeur d'Emmanuel Macron qui ne peut plus se représenter... Nombre de Premier ministre ont vu l'investiture suprême après ce poste comme Jacques Chaban-Delmas, Edouard Balladur ou encore Michel Rocard et même Laurent Fabius alors précédent plus jeune premier ministre en poste (il avait 37 ans quand il fut nommé en 1984).

Pour les professeurs, c'est aussi un désaveu car avant sa nomination, le ministre de l'Éducation nationale promettait aux



chefs d'établissements rassemblés et aux professeurs qu'il serait toujours là pour les soutenir et remettre l'école et leur autorité au centre du système éducatif... et si un temps, il a été dit que le Premier ministre garderait l'Éducation dans ses prérogatives.
Lors de son discours d'entrée en fonction sur les marches du perron de Matignon, Gabriel Attal n'a-t-il pas promis qu'il emmenait « *à Matignon, la cause de l'école, la mère de toutes les batailles* » ?
La nomination d'Amélie Oudéa-Castera dans un « super-ministère » de l'Éducation, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques a ainsi pu faire grincer des dents.

Dans la majorité cette nomination a fait grincer des dents : Gérald Darmanin qui rêvait de devenir Premier ministre a dû se faire une raison. Son échec à faire voter simplement la loi immigration l'a éloigné de la fonction qu'il convoitait. Et surtout, pour lui comme pour Bruno Le Maire, être dirigé par un Premier ministre plus jeune qu'eux est « *impossible* ». Pour le ministre de l'Économie, c'est aussi le désaveu car il a eu Gabriel Attal sous sa responsabilité en tant que secrétaire d'État chargé des comptes publics, et l'entente n'était pas parfaite. Et pourtant par la suite, ces deux ministres assurés de garder leur poste (la surprise viendra de Gérald Darmanin qui confirmera avant même l'annonce officielle, qu'il reste à l'Intérieur).

C'est aussi un désaveu pour deux proches du Président : Richard Ferrand (à qui le poste de Premier ministre aurait été proposé) et François Bayrou, le patron du Modem. Durant le week-end d'avant la nomination, ce dernier a chanté les louanges de Julien Denormandie... mais pour Emmanuel Macron, cet ancien fidèle est trop éloigné de la politique depuis 2022 et son renoncement à la politique. Quant à Richard Ferrand, c'est surtout la composition du gouvernement qu'il juge trop à droite qui provoquera sa colère... au point même qu'il pourrait

ne pas être envisagé comme tête de liste Renaissance pour les Européennes.

Pourquoi parle-t-on d'un gouvernement resserré à droite ?

L'image du nouveau gouvernement resserré autour de 14 ministres de plein exercice montre qu'il a tendance à pencher à droite. Les nouveaux entrants ne sont pas de l'aile gauche de la macronie : Catherine Vautrin, nouvelle ministre du Travail et anti-mariage pour tous qui avait vu le poste de Première ministre lui échapper en 2022 ou encore les anciens LR qui restent en poste comme Darmanin ou Le Maire, Sébastien Lecornu et Aurore Bergé.

Et surtout la surprise : Rachida Dati

Électron libre de la politique, sarkozyste convaincue, elle n'a pas eu de mots assez durs contre le président actuel. Sa nomination est le fruit de longs échanges directs entre Emmanuel Macron et l'ancienne garde des Sceaux. La Culture : Rachida Dati n'en rêvait pas, elle souhaitait un ministre régalien comme l'Intérieur, la Justice, les Affaires étrangères, l'Économie ou les Armées... mais Emmanuel Macron avait déjà fait son choix.



Cependant, sa nomination pourrait bien lui valoir un passage éclair car elle est sous le coup d'une mise en examen depuis juillet 2021 pour « *corruption et trafic d'influence passif* » dans le cadre d'une enquête sur des contrats noués par une filiale néerlandaise du groupe Renault-Nissan. Une nomination aussi qui n'est pas du goût du monde de la Culture qui regrette déjà Rima Abdul-Malak... mais sa prise de position contre le Président dans l'affaire Depardieu aura scellé son sort. Reste désormais à Rachida Dati à faire ses



Premier Conseil des ministres


Départ d'Elisabeth Borne de Matignon

preuves. Lors de ses vœux à la culture, elle aura déclaré avec aplomb : « *Quand je partirai, vous ne pleurerez pas, vous m'applaudirez* » et surtout, elle a bien précisé que son objectif en tête, c'est toujours la ville de Paris.

Et la suite du gouvernement resserré ?

Depuis un mois maintenant et le premier conseil des ministres du 12 janvier, les secrétaires d'État n'ont toujours pas été nommés. Ainsi des anciens ministres sont dans l'attente d'un renouvellement de bail ou alors de départ comme Patrice Vergriete, au logement, ou encore Clément Beaune aux Transports... des ministres qui avaient émis de lourdes réserves après le passage de la loi immigration. Et surtout des dossiers sont en attente comme celui de la biodiversité, revenu dans l'actualité avec la colère paysanne ou encore, la ville et même les outre-mer... il se murmure que des députés de l'aile gauche de Renaissance pourraient bien devenir frondeurs et créer leur propre parti.

Une attente de secrétaire d'État qui n'a pas empêché le discours de politique générale

En pleine crise du monde paysan, le Premier ministre a présenté son discours de politique générale, le cap pour son gouvernement. Un discours d'un peu plus d'une heure et demie où les principales annonces ont fait réagir avec une formule forte, la volonté de « *désmicardiser (et) débureaucratiser la France* ». Le Premier ministre a fixé un cap : que les Français qui vont travailler puissent vivre dignement de leur travail en gagnant toujours plus que ceux qui ne travaillent pas. Pour cela, il souhaite travailler avec les branches professionnelles pour augmenter les petits salaires et les amener au-delà du SMIC : récompenser ainsi l'effort et le mérite, selon ses mots. Quant à la partie sur la volonté de « débureaucratiser » notre pays, Gabriel Attal fait là allusion à toutes les normes et règles qui pèsent sur les TPE et PME pour leur permettre de se concentrer sur le travail et donc l'embauche et l'évolution des salariés.

Autre thématique chère au Premier ministre : l'éducation. Malgré un passage assez court, à peine six mois, son empreinte est là. Elle reste pour lui « *la mère des batailles (...) il faut élever le niveau des élèves par un choc des savoirs* », même si certains enseignants ne voient pas d'un œil positif l'idée de création de groupes de niveau en français et en maths qui pourraient stigmatiser les élèves et renforcer aussi le harcèlement scolaire.
Il a rappelé son soutien aux agriculteurs avec la volonté d'inscrire « *la souveraineté alimentaire* » dans la loi française et d'aider les exploitants.

Enfin après la censure de certaines dispositions dans la loi immigration par le Conseil Constitutionnel, le Premier ministre a rappelé l'engagement de l'état contre l'immigration illégale mais il ajoute qu'il va poursuivre la réforme de l'aide médicale d'État engagée par Élisabeth Borne et aussi favoriser la régularisation des médecines étrangers en France.
Un discours fort où Gabriel Attal a aussi rappelé que la France bouge et que les mentalités évoluent notamment quand il conclue par ces mots : « *Être Français en 2024, c'est pouvoir être Premier ministre et ouvertement homosexuel (...) dans un pays qui, il y a dix ans seulement, se déchirait encore sur le mariage pour tous* ».

Quant à Élisabeth Borne, elle est remerciée par un simple tweet de la part du Président : « *Votre travail au service de notre Nation a été chaque jour exemplaire. Vous avez mis en œuvre notre projet avec le courage, l'engagement et la détermination des femmes d'État. De tout cœur, merci.* ». Après 602 jours passés à Matignon, elle redevient députée de la 6e circonscription du Calvados avec le sentiment du devoir accompli comme elle l'a pu le dire dans sa lettre de démission. Une lettre dans laquelle, elle laisse entendre qu'elle part à contre-cœur, à la demande du Président mais souligne être « *fière que la France soit désormais dotée d'une planification écologique complète et robuste* ». Si un poste aux Armées ou à l'extérieur lui aura été proposée, la seconde femme à avoir occupé le poste de Premier ministre préfère finalement les bancs de l'Assemblée. ◆



Blocage paysan à Saint-Quentin-Fallavier sur l'A43

ALLER PLUS LOIN...

OUEST FRANCE : la crise laitière et les lois Egalim

LE MONDE PAYSAN EN COLÈRE

Un symbole

1 mois avant le Salon de l'agriculture, le monde rural décide de descendre dans la rue et de bloquer les routes. Des blocages dont le but est de faire bouger les lignes au sommet de l'État tout en gardant le soutien d'une majorité des Français.

Les raisons de cette colère sont nombreuses : si dans les années 1980, la Politique Agricole Commune de la CEE mobilisée la colère des agriculteurs, cette fois l'Europe est vue comme la machine administrative complexe. À cela s'ajoutent des baisses de revenus dénoncées par les agriculteurs entre le prix de vente et le coût affiché en rayon dans les supermarchés.
Si le mouvement prend de l'ampleur en ce mois de janvier, il est parti pourtant dès novembre par la mise à l'envers des panneaux signalétiques des noms des communes. Initiative des Jeunes Agriculteurs et de la FNSEA, ils voulaient dénoncer un « *système qui marche sur la tête* ».

Des revenus agricoles en baisse

En France, la loi Egalim est censée assurer une juste rémunération des producteurs agricoles. Cependant des discussions sont en cours pour faire baisser l'inflation donc si les prix doivent baisser chez les grands distributeurs alors les prix d'achat des matières agricoles doivent également être revus à la baisse. Selon l'INSEE, en 2024, le revenu des agriculteurs devrait reculer de 9%. Une baisse après deux années à la hausse avec l'envolée des prix des céréales liées à la crise en Ukraine.
Aujourd'hui la grande distribution souhaite rassurer les Français et faire baisser le coût du panier moyen des achats. Pour cela, l'arme de lutte contre l'inflation est une baisse de l'achat des matières premières et au premier rang se retrouve le lait. Les éleveurs laitiers redoutent d'un contournement de la loi Egalim 2 par Lactalis, le groupe laitier mondial, qui fournit ensuite les grands distributeurs : ces derniers estiment qu'une hausse de 1% du prix d'achat du lait est suffisante quand les agriculteurs demandent 5%... ce qui ne correspond pour eux qu'à une hausse de 1 centime de la brique de lait dans les rayons.

L'environnement : source de défi pour les agriculteurs et la planète

Inondations à répétition, sécheresse, les agriculteurs sont en première ligne de la crise climatique qui secoue la



Panneau signalétique à l'envers dans la Marne

ALLER PLUS LOIN...

FRANCE BLEU : les raisons des panneaux mis à l'envers

planète et notamment notre pays. L'accès à l'eau reste une problématique essentielle pour les agriculteurs. La FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) estime que les réserves d'eau prévues par le Varenne de l'eau de 2022 n'ont pas augmenté. Dans le cadre du plan de financement de France 2030, l'État a prévu une enveloppe de 200 millions d'euros dont la moitié pour que les agriculteurs puissent s'équiper en matériels et outils économes en eau. Cependant, pour le moment ces premiers effets ne sont pas perceptibles selon la fédération des agriculteurs.
Et à cela s'ajoutent les manifestations violentes autour de la création des méga-bassines comme à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres.

Si l'enjeu de l'eau reste majeur, il est aussi question pour les agriculteurs d'une pression plus forte qui leur est demandée dans le cadre de la protection de la planète. En France, la FDSEA et les Jeunes Agriculteurs rappellent les restrictions plus grandes que dans d'autres pays d'Europe autour de l'utilisation des pesticides. Ce sont les producteurs de betteraves, d'endives ou de céréales qui sont en première ligne dans cette demande sanitaire pour le bien être des Français. Si les agriculteurs se disent prêts à réduire l'utilisation d'engrais et de pesticides, ils souhaitent cependant que le gouvernement s'engage à les accompagner financièrement dans ces transitions agricoles essentielles pour l'humanité.

Enfin, les agriculteurs de certaines régions de France sont touchés par les maladies : grippe aviaire dans le secteur de la volaille, fortes fièvres chez les éleveurs de bovins, crise viticole dans le bordelais à la suite du changement de mode de consommation des jeunes générations qui privilégient la bière, les boissons sans alcool et moins le vin rouge.

Un mille-feuille administratif, cet autre point de crispation

Dans les manifestations et sur les points de blocage, les plus jeunes agriculteurs ont rappelé l'empilement des normes qui complexifient tout travail quotidien dans les exploitations. Pour s'installer, un agriculteur a des démarches à accomplir. Pour recourir aux aides de la PAC, ce sont d'autres dossiers à fournir. Pour une extension de bâtiments pour augmenter la production, les élevages, ce sont des normes cadastrales et municipales qui prennent du temps. Les Jeunes Agriculteurs n'ont plus l'énergie pour toutes ces démarches lourdes.
Dans son discours de politique générale, le Premier ministre a relancé la volonté de l'État de « débureaucratiser le pays ».

Mais le point de crispation le plus fort reste l'Europe et ses normes restrictives ainsi que la remise en cause de la souveraineté alimentaire

Depuis la guerre en Ukraine, et même si les agriculteurs ne s'opposent pas au soutien du pays en guerre, ils souhaiteraient cependant une garantie de priorité les productions nationales.
Le Pacte vert européen pourrait, s'il est mis en place, selon le monde agricole, entraîner un recul de 15% de la production et forcer les importations de l'extérieur.

Enfin les agriculteurs veulent des mesures dites miroirs dans le cadre de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur (traité de libre-échange entre plusieurs pays d'Amérique du Sud). Cet accord conclu le 28 juin 2019 n'est toujours pas ratifié car certains pays de l'UE s'y sont opposés (Pays-Bas, Autriche ou encore France).

Que prévoit cet accord ?

Un accroissement des échanges entre ces deux espaces avec une baisse des droits de douane. Or pour les agriculteurs français, sans la mise en place de mesures miroirs entre les deux entités, il y a des risques de voir débarquer de la viande latine beaucoup moins cher, des effets néfastes pour la planète en termes d'exportation et surtout le fait que pour certaines cultures, les pays du Mercosur peuvent encore utiliser des produits phytosanitaires interdits dans l'UE. Ainsi, des députés européens s'opposent clairement à tout accord qui n'obligerait pas les pays du Mercosur de respecter les normes de production européennes.

Toutes ces raisons entraînent les blocages des autoroutes par le monde agricole

Alors pour se faire entendre, les agriculteurs ont démarré des blocages des autoroutes avec leurs tracteurs. Des mouvements initiés dans le sud de la France et qui ont ensuite gagné tout le pays. Des mouvements qui ont entraîné la mort d'une jeune femme et de sa fille sur un rond-point bloqué. Des mouvements qui ont aussi vu des mutuelles agricoles être incendiées, l'intervention de Karine Le Marchand sur le barrage de l'autoroute A4 ou encore les tentatives de récupération politique par l'extrême-droite et des écologistes qui cherchent à se faire entendre pour montrer qu'une voie agricole est possible en protégeant la planète.

Après une première salve d'annonces, les fédérations agricoles estiment ne pas être entendues suffisamment. C'est donc le blocage de Rungis qui est prévu autour de la capitale. Le but est de faire plier le gouvernement mais de permettre aux Parisiens de poursuivre leur travail. Un blocage pourtant empêché par les forces de l'ordre même si le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a déclaré « *refuser envoyer des CRS sur des gens qui travaillent* », créant là un malaise chez certaines professions en France et autres manifestants qui ne sont pas agriculteurs. Pour le ministre, selon ses propos à TF1, « *les agriculteurs ne sont pas des délinquants (...) et il n'est pas question de les évacuer* ». Cependant, si des agriculteurs réussissent à s'introduire dans le marché de Rungis, les forces de l'ordre vont les repousser et 91 personnes seront interpellées. Le gouvernement se doit désormais d'intervenir par la voix de son Premier ministre qui va présenter son discours de politique générale dans lequel il va s'adresser directement au monde agricole.

Quelles annonces pour le monde agricole ?

Si le Premier ministre a fait des premières annonces qui ont déçu et ont maintenu les blocages, son discours de politique générale a pris le temps de mentionner le monde paysan. Gabriel Attal a rappelé qu'il « *doit y avoir une exception agricole française* » et a promis « *une action résolue pour la souveraineté agricole (du) pays* ».
Pour cela, il a aussi annoncé : un renforcement du dispositif fiscal pour lutter contre l'inflation, des amendes plus lourdes et sévères pour les entreprises qui ne respectent pas la loi Egalim, un fonds d'urgence pour les viticulteurs, un plan de traçabilité des produits pour « *garantir une concurrence équitable* ». Enfin, au niveau de l'Europe, des discussions seront engagées sur l'Ukraine, l'abandon de la signature de l'accord Mercorsur et les jachères.

En déplacement à Bruxelles, Emmanuel Macron a précisé que l'accord sur le Mercosur « en l'état, c'est non ». Le président souhaite aussi la mise en place de quotas de produits importés ukrainiens. Si l'Europe va poursuivre son soutien au pays en guerre face à la Russie, il faut que chaque marché intérieur puisse être préservé « *pour ne pas déstabiliser les marchés économiques nationaux* ».

Si après les annonces du 1er février, les agriculteurs ont annoncé la levée des blocages, ils restent cependant très vigilants quant aux garanties apportées par le Président et son Premier ministre. Cependant pour les élus écologistes, c'est une défaite pour l'environnement car le plan éco-phyto est mis en pause. ◆



Le marché de Rungis cerné par les forces de sécurité

ALLER PLUS LOIN...

- CAPITAL : l'accord UE-Mercosur et ses effets en France notamment
- LE MONDE : mieux comprendre les raisons de la colère des agriculteurs autour de la possible signature d'un accord UE-Mercosur
- LE PARISIEN : les manifestants investissent Rungis, le plus marché de produits frais au monde
- 20 MINUTES : qu'est-ce que ce plan Ecophyto mis en pause?



ALLER PLUS LOIN…

LE PARISIEN : retour sur le déplacement de la ministre de l'Éducation nationale

Visite de la ministre Amélie Oudéa-Castéra à lécole Littré

AMÉLIE OUDÉA-CASTÉRA, UNE MINISTRE DANS LA TOURMENTE

Si les ministères du Travail et de la Santé sont regroupés, un autre ministère a surpris, celui de l'Éducation nationale associé à la Jeunesse et aux Sports. Si les deux items ne sont pas incompatibles, 30 minutes de sport sont obligatoires tous les jours dans le primaire pour lutter contre l'obésité et donner envie aux plus jeunes de pratiquer du sport, en pleine année olympique, ce ministère semble compliqué à gérer.

Amélie Oudéa-Castéra en charge des sports et des Jeux olympiques et paralympiques revêt désormais la casquette de ministre de l'Éducation nationale. À charge pour elle désormais de mener les premières réformes initiées par le nouveau locataire de Matignon dont le « choc des savoirs » pour permettre aux élèves du collège et du lycée en français et en mathématiques d'être répartis selon des groupes de niveau pour éviter tout décrochage pour les élèves les plus faibles en leur consacrant le temps nécessaire grâce à des petits groupes.
Cependant le premier déplacement de la ministre avec le Premier ministre va engendrer une cascade de polémiques qui pourraient peut-être lui valoir son maroquin. La ministre a décidé de mettre ses enfants dans le privé : après tout, c'est son libre choix. La France permet l'existence de l'enseignement privé sous contrat, pourquoi n'aurait-elle pas le droit de le faire ? Malheureusement la raison de ce choix par la ministre s'explique par « *un paquet d'heures non remplacées* » dans l'école Littré du 6e arrondissement dont dépendait les enfants de la ministre selon la carte scolaire.
Un tollé forcément auprès de la communauté éducative quand on sait que le Président et ses précédents ministres de l'Éducation nationale se battent pour éviter les absences de professeurs non remplacés et tentent de trouver une solution à la crise des vocations. Alors pour tenter d'apaiser la grogne, la ministre se rend dans l'école où elle avait retiré son fils ainé. Cependant, si elle s'y rend pour rencontrer les professeurs et l'équipe dirigeante, Amélie Oudéa-Castéra est chahutée sur le parcours. Des parents d'élèves et des membres des syndicats enseignants rassemblés pour exprimer leur colère. Ceux-ci sont sidérés par « *un réel mépris affiché pour l'école publique* » et ils attendent de réelles excuses.

Cependant après cet épisode, la polémique va continuer à enfler via les révélations que va faire Médiapart concernant l'établissement dans lequel sont scolarisés ses enfants, l'établissement privé Stanislas.

Stanislas : quel est cet établissement catholique visé par une enquête administrative ?

Mediapart continue ses révélations en annonçant que

l'établissement sélectionne ses meilleurs élèves qu'il souhaite garder après le Bac. Comment ? Il leur garantit une place en classe préparatoire et en échange ils sont incités à ne pas faire d'autres vœux sur la plateforme Parcoursup que choisir Stanislas. Or, c'est contraire à la politique de la plateforme qui souhaite garantir une égalité d'échange dans l'orientation des lycéens après le bac. Ainsi pour la rentrée de septembre 2023 sur 41 lycéens qui n'ont formulé qu'un seul vœu de classe préparatoire dans leur établissement d'origine, 38 sont à Stanislas dont le fils de la ministre de l'Éducation nationale. Le ministère de l'Enseignement et de la Recherche parle donc de « *contournement* » et aurait envoyé une lettre pour rappeler l'établissement à l'ordre.

Or l'établissement est déjà visé par une enquête pour injures sexistes et homophobes au sein de l'établissement et il est aussi au centre d'un rapport qui se trouve sur le bureau de la ministre de l'Éducation nationale pour « *dérives dans l'application du contrat d'association* » comme l'obligation pour les élèves de suivre des cours de catéchisme. Or, c'est strictement interdit dans le cadre d'un lycée privé sous contrat : il ne peut forcer ses élèves à suivre un enseignement catholique qui n'est pas dans les programmes communs de l'Éducation nationale. Il ne doit s'agir uniquement que d'une proposition, une possibilité mais pas une obligation.

La ministre a depuis déclaré qu'elle se dessaisissait du dossier. La ville de Paris a quant à elle supprimé sa subvention à l'établissement. En revanche, la Région Île-de-France a maintenu son aide. Une enveloppe de 917 000 euros a été votée bien que le conseil régional reconnaisse « *des manquements manifestes* » de la part de l'établissement privé. La raison de ce vote : le fait que l'État n'a toujours pas retiré le contrat d'association qui lie Stanislas à l'Éducation nationale.

C'est dans ce contexte que l'établissement privé, confessionnel musulman, Averroès de Lille a décidé de contester les attaques et le retrait de la subvention par la Région Hauts-de-France et le préfet alors en exercice, Georges-François Leclerc.
Devenu directeur de cabinet de la ministre du Travail, de la Santé et de la Solidarité, Catherine Vautrin, il ne s'est pas exprimé sur l'affaire alors que des révélations de Médiacités présentent une version différente entre le rapport que le préfet a rendu et qui a validé la résiliation du contrat de l'établissement confessionnel et le compte-rendu préfectoral. Au sein de l'établissement de confession musulmane, c'est l'idée d'un traitement différent qui est avancée et les recours juridiques sont désormais lancés.

La bataille contre la loi Savary

Cette bataille autour de l'enseignement privé n'est



ALLER PLUS LOIN...

- L'EXPRESS : quels polémiques entourent l'établissement Stanislas
- LES ECHOS : présentation de l'établissement Stanislas pour comprendre la place qu'il occupe dans l'enseignement
- PUBLIC SÉNAT : retour sur la loi Savary
- MARIANNE : les raisons du départ du Recteur de Paris
- LE JDD : la volonté d'Amélie Oudéa-Castéra de rester en poste s'affiche

Photo de l'établissement Stanislas



Manifestation contre le projet de loi Savary

pas sans rappeler les combats des années 1980 quand François Savary, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Mauroy, avait proposé un projet de loi pour créer un grand service public de l'éducation. Ce projet faisait partie des 110 propositions pour la France du candidat François Mitterrand. Avec sa victoire en 1981, le président socialiste demande alors de se pencher sur ce projet de rapprochement des établissements publics et privés d'enseignement.

Une proposition délicate à tel point qu'Alain Savary consulte les représentants de l'enseignement privé avant toute proposition, mais une partie de la gauche et aussi des organisations laïques font la remarque que cette loi tarde. Cependant ce projet de loi semble complexe et même présenté devant l'Assemblée, il peine à convaincre les députés socialistes. Enfin, les représentants des établissements privés et les associations de parents de ces mêmes écoles se réunissent dans un mouvement baptisé « Le Mouvement de l'École libre ». Plus de 2 millions de personnes se retrouvent dans les rues le 24 juin 1984 et manifestent contre le projet Savary. Dans le cortège, des défenseurs de l'école privé dont des politiques comme Jacques Chirac, Simone Veil ou encore l'ancien président Giscard.
Pour François Mitterrand, ce projet n'est pas viable et même si le 14 juillet, il reconnaît que cette loi est « *bonne* », il demande au ministre de l'Éducation nationale de retirer sa loi.
Alain Savary découvre ce rejet présidentiel à la télévision et décide de donner sa démission le 17 juillet... il sera suivi par le Premier ministre Pierre Mauroy ? C'est la première crise présidentielle que traverse le premier septennat de François Mitterrand. La loi Savary est enterrée et le président nomme Laurent Fabius, alors plus jeune Premier ministre de la Ve République. Il a 37 ans.

Empêtrée dans cette affaire autour de l'établissement Stanislas, la ministre de l'Éducation nationale fait face à la première manifestation des professeurs, soutenus par les parents d'élèves depuis sa nomination.
Des cortèges dans toute la France pour s'opposer à la création des groupes de niveau prévu dès la rentrée de septembre 2024. Si sur le papier, créer des groupes de niveau en collège autour des mathématiques et de français semble une idée qui pourrait permettre de résoudre l'échec scolaire tout en poussant les bons élèves, pour le corps enseignant, c'est problématique. Pour les chefs d'établissements, la mise en place de ces groupes de niveau est un casse-tête au niveau des emplois du temps et également des heures disponibles. Pour les professeurs et certains parents d'élèves, ces groupes de niveau pourraient accentuer les écarts entre les élèves, stigmatisant les plus faibles... et créant ainsi une forme de harcèlement scolaire.
Enfin, les enseignants demandent une hausse de salaire et dans les cortèges, les infirmiers scolaires demandent la création de 15 000 postes car pour le moment, le ratio est d'une infirmière pour 1 700 élèves.

Point d'orgue de ces manifestations, la démission de Christophe Kerrero, recteur de l'Académie de Paris. Un fait rare dans l'Éducation nationale : la raison est la suspension par la ministre d'un projet censé permettre plus de mixité sociale. Il n'a aussi pas apprécié la sortie sur le nombre d'heures non remplacées dans l'école Littré dont il est le recteur. Il subissait aussi depuis quelques mois des tribunes dans la presse contre son envie de fermeture de certaines classes préparatoires pour plus de diversité, accusé par certains « *de vouloir la peau des classes prépas ou des lycées de prestiges* ».
Cependant, une autre raison se trouve également dans le fait que le rapport concernant l'établissement Stanislas pointe une non-intervention du Recteur qui aurait pu exiger des inspections et aussi le silence sur le contournement de Parcoursup par l'établissement privé.

Soutenu par le Président et le Premier ministre, Amélie Oudéa-Castéra est pour le moment toujours maintenu à son poste. Cependant des élus du groupe Renaissance souhaiteraient une modification lors de l'annonce des secrétaires d'État pour que la ministre ne garde que les Sports et les Jeux olympiques et paralympiques... cependant une nouvelle nomination serait alors un désaveu de la ministre et aussi du Président qui souhaite donner un second souffle à son quinquennat autour d'une équipe resserrée pour donner un second souffle à son quinquennat.



Photo des nuages du cyclone à La Possession

ALLER PLUS LOIN...

SOUALIGA POST : un document pour comprendre les cyclones et leur formation

CROIX ROUGE : le bilan du passage du cyclone Belal

CHANGEMENT CLIMATIQUE : UN CYCLONE EN RÉUNION, LE RETOUR DES INONDATIONS DANS LE NORD

Un cyclone dans l'océan Indien n'est pas une chose nouvelle, c'est déjà arrivé par le passé. Cependant les chercheurs constatent que les anomalies de températures de ce mois de janvier sont la cause de la formation du cyclone Belal. En janvier, les eaux de l'océan Indien étaient proches des 28° (soit 1,5° de plus que la normale). Cette hausse s'explique sans doute par le développement d'El Niño, phénomène climatique dans le Pacifique proche, et qui aurait pu engendrer un cyclone bien plus dévastateur que celui observé.

De même, là où ce phénomène météorologique semble être le signe d'un dérèglement climatique en cours, selon les chercheurs, c'est que La Réunion n'avait pas été touchée directement par l'œil d'un cyclone depuis 1993 (cyclone Colina). Les vents ont atteint des vitesses de 150km/h dans les plaines et 200 dans les hauteurs, ce qui le classe en catégorie 2 mais les modélisations en avaient fait un cyclone qui aurait pu être bien plus fort que prévu. En effet, un cyclone tropical est une machine thermique qui se nourrit de la chaleur océanique et ainsi renforce sa vitesse et sa puissance.

Cependant les chercheurs scientifiques vont maintenant étudier les modélisations possibles pour comprendre les effets du réchauffement climatique même s'ils se veulent « rassurants ». Pour eux, ils ne devraient pas y avoir une augmentation de cyclones dans les années à venir voire une diminution... cependant, ils commencent à alerter sur le fait qu'ils pourraient bien être plus dévastateurs (catégorie 4 et 5 notamment) avec une augmentation des pluies cycloniques.

Pour autant, il ne faut pas minimiser le passage du cyclone Belal sur l'île. 4 personnes y ont perdu la vie. Et la Fédération des assurances, France Assureur, estime que le coût des dégâts devrait se monter à plus de 100 millions d'euros dont 82 millions pour les seuls particuliers. Plus de 42 100 sinistres ont été occasionnés par le cyclone Belal. Des dégâts concentrés principalement dans le nord et l'est du département et même s'ils sont moins importants, les fortes précipitations ont engendré des crues importantes.
Quelques jours après le passage de ces vents violents, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle alors qu'il était en déplacement à La Réunion.

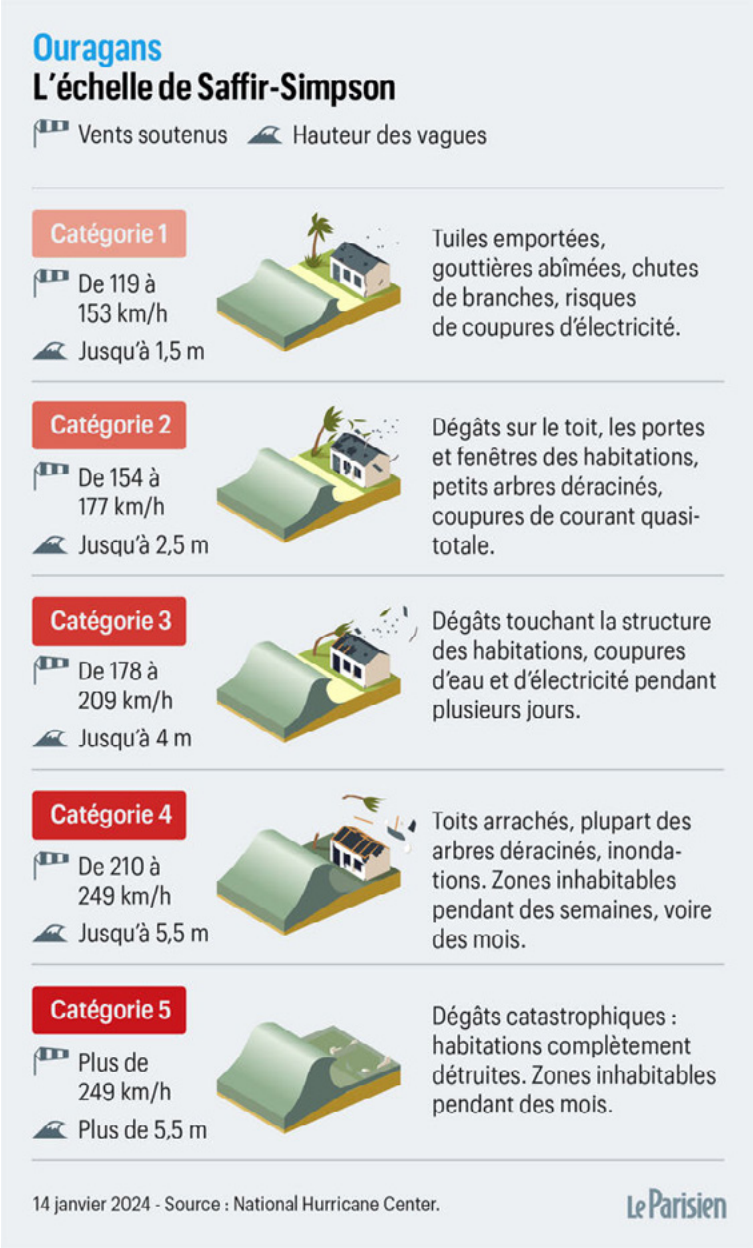
Après le passage du cyclone Belal, la tempête Candice est venue s'abattre sur le département français de l'océan Indien. Même s'il s'agit d'une tempête tropicale dite « modérée », les vents ont soufflé à plus de 200 km/h et des pluies abondantes sont tombées sur le sol réunionnais. Les conséquences de ce passage sont des éboulements de routes, des rivières en

crues, un glissement de terrain dans les hauts de Saint-Leu. Si aucun mort n'est à déplorer, Candice a ajouté aux précédents dégâts portant désormais à 33 millions d'euros les pertes du monde agricole (des terres gorgées d'eau néfastes pour le maraîchage de la canne à sucre). Enfin des menhirs sont tombés sur l'usine hydroélectrique de Sainte-Rose qui aliment en électricité une partie de l'île (environ 10% de sa production) et enfin l'eau courante a dû être coupée et les personnes alimentées en bouteilles d'eau distribuées par l'État sur les stocks basés à Mayotte.

Quels enjeux à venir pour les assurances ?

Le classement du cyclone Belal en catastrophe naturelle devrait permettre de couvrir tous les dommages des personnes assurées. Cependant, les indemnisations ne devraient pas être faites de suite puisque les assurances sont encore dans le traitement des inondations qui ont touché le Pas-de-Calais en novembre et aussi en début d'année.
Cette accumulation de catastrophes naturelles est un enjeu pour l'avenir et pour le coût des assurances. Ainsi le 1er janvier 2025, la surprime qui finance le régime des catastrophes naturelles sera alors de 20% pour les habitations (contre 12% actuellement). Une augmentation nécessaire selon France Assureur pour remettre à l'équilibre tout le dispositif des assurances autour de la notion de catastrophe naturelle. En effet, avec la multiplication des tempêtes, sécheresses, inondations ou encore feux de forêts, cette branche du régime des assurances est déficitaire depuis 2015.

Il est à noter que ce régime des catastrophes naturelles est une « *exception française* » selon Franck Le Vallois, directeur général de France Assureur. Un système de plus en plus déficitaire et qu'il convient de rehausser pour permettre de venir en aide aux assurés et éviter de grever les comptes des assurances pour les autres dégâts du quotidien.



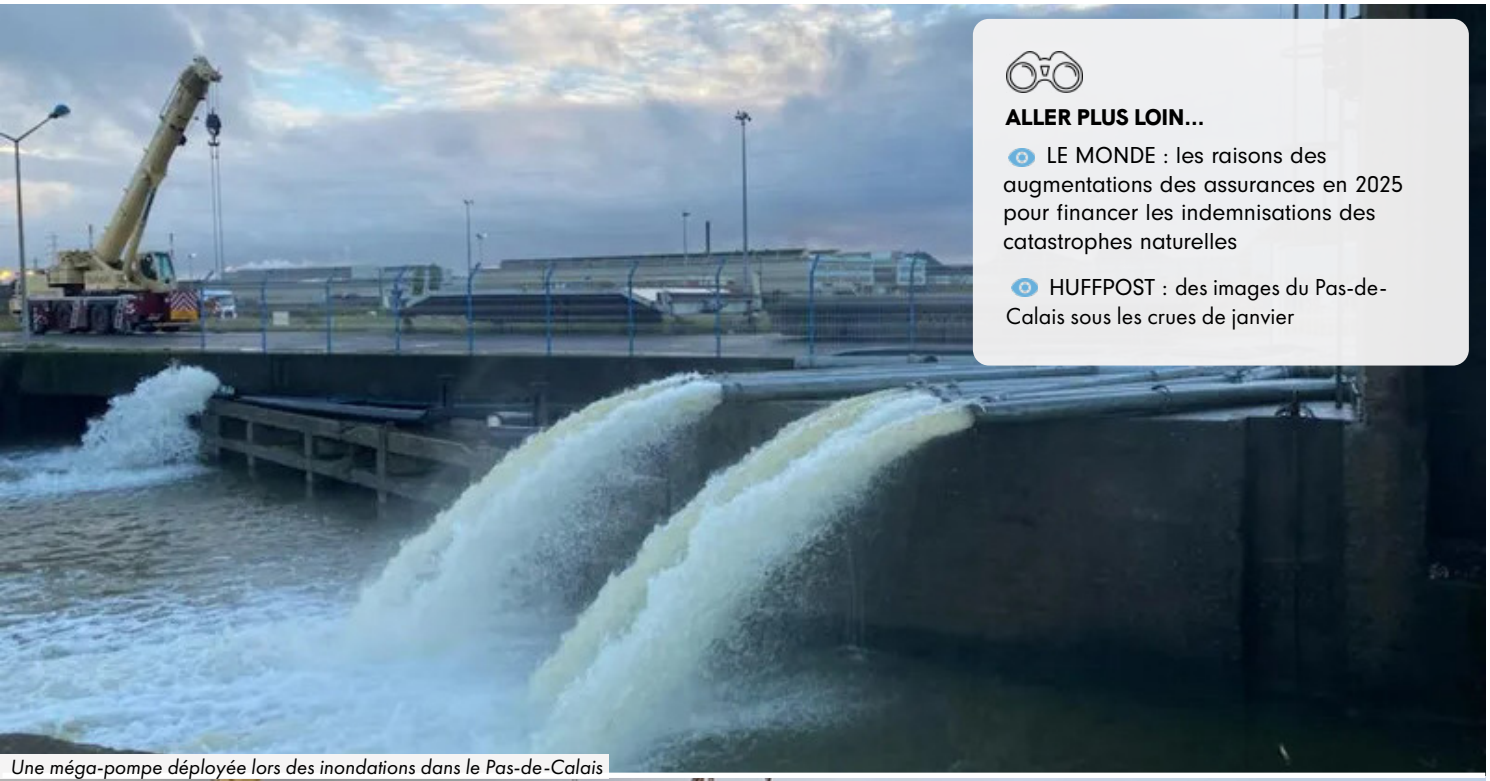
Des indemnisations qui prennent du temps

Notamment depuis les inondations importantes dans le Nord et surtout le Pas-de-Calais en novembre dernier. Inondations qui ont repris en ce début d'année avec de nouvelles pluies abondantes et des crues de plusieurs cours d'eau. Ce sont ainsi 153 communes reconnues en état de catastrophe naturelle pour l'épisode du début d'année.
Ce classement permet aux sinistrés de disposer d'un délai de 30 jours pour déclarer le sinistre avec des photos à l'appui. Les assureurs multiplient les passages et il a été décidé qu'il ne serait pas nécessaire d'ouvrir un nouveau dossier de sinistres si les personnes ont déjà été touchées en novembre 2023. Une annonce faite par le nouveau Premier ministre Gabriel Attal, lors de son premier déplacement après sa nomination par le Président de la République.

Malgré ce soutien de l'État, les habitants ont tenu à rester mobilisés pour montrer leur mécontentement et la demande de la mise en œuvre de travaux d'urgence dans des délais très brefs. Des marches sont organisées notamment à Blendecques pour réclamer les travaux pour les particuliers, les entreprises ou encore les bâtiments publics. Ainsi le 15 janvier, des opérations de curage, de nettoyage de berges et leur consolidation ont démarré sous l'impulsion du préfet du Pas-de-Calais, Jacques Billant. Les méga-pompes ont poursuivi leur travail de pompage et ont même été ramenées des Pays-Bas notamment. Cependant la décrue est très lente et malgré les pompes l'eau est encore

présente d'autant que les nappes phréatiques sont encore gorgées d'eau et n'ont pas encore filtrées tout ce qu'elles ont reçu depuis 3 mois.

Enfin dans les mesures annoncées par le Premier ministre, des « mesures de protection » seront mises en place comme le rachat des maisons par l'État ou encore le financement de batardeaux, les barrières anti-inondations). Ce rachat est le système de l'expropriation par l'État qui pourra alors acquérir les habitations sinistrées par les inondations en utilisant le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM). Mais pour que cela soit effectif, il faut en faire la demande, le bien immobilier doit être couvert par une garantie « catastrophe naturelle » et le coût des dégâts doit dépasser la moitié de la valeur de la maison... avec un montant maximum de rachat de 240 000 euros. ◆

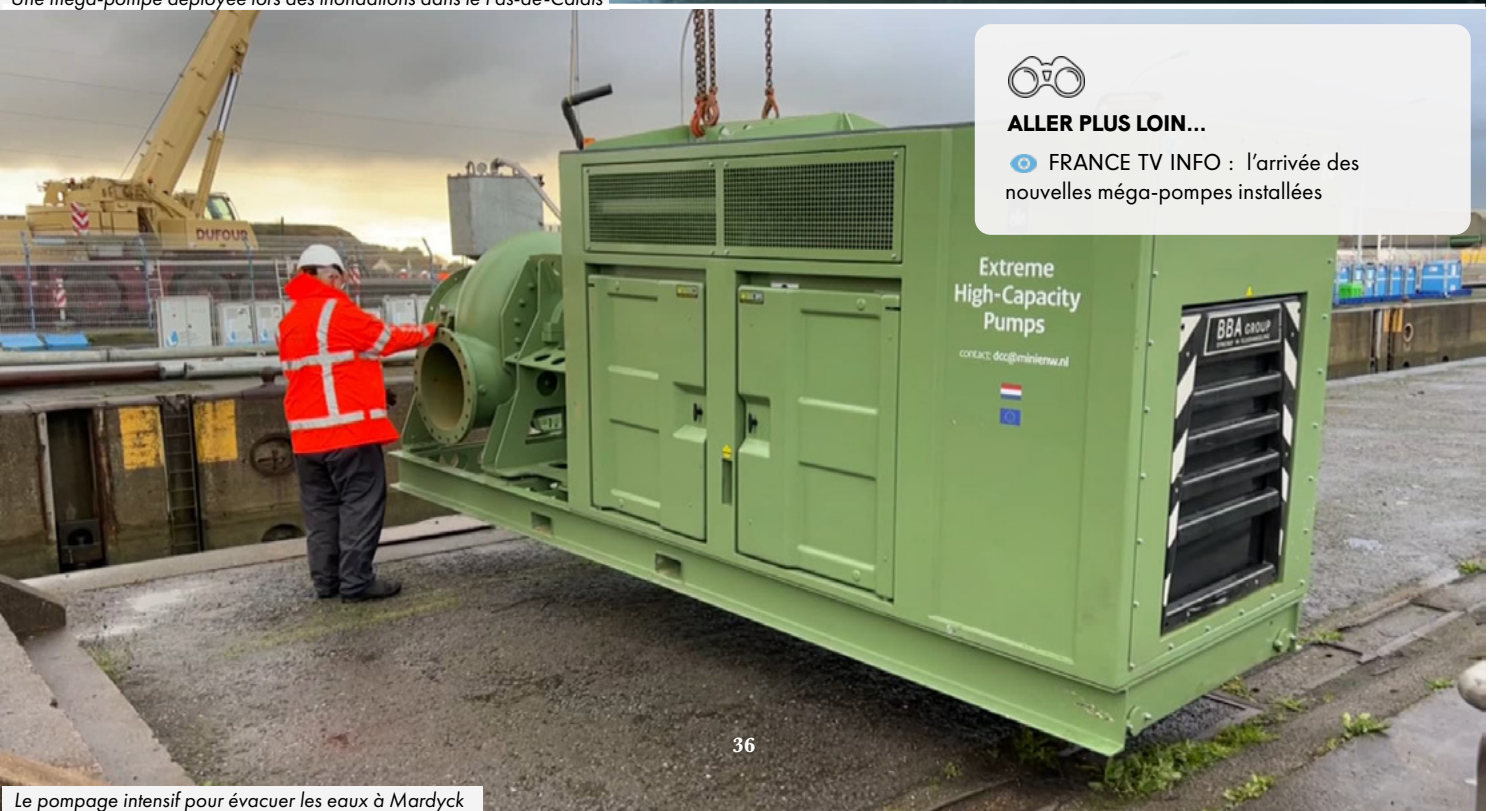


ALLER PLUS LOIN...

LE MONDE : les raisons des augmentations des assurances en 2025 pour financer les indemnisations des catastrophes naturelles

HUFFPOST : des images du Pas-de-Calais sous les crues de janvier

Une méga-pompe déployée lors des inondations dans le Pas-de-Calais



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE TV INFO : l'arrivée des nouvelles méga-pompes installées

Le pompage intensif pour évacuer les eaux à Mardyck



ALLER PLUS LOIN...

LE FIGARO : retour sur les paroles de Gérard Larcher

LES ECHOS : les remous des propos de Gérard Larcher

Résultats Vote inscription de l'IVG à l'Assemblée nationale

POUR ALLER PLUS LOIN, LE DROIT À L'IVG SERA-T-IL INSCRIT DANS LA CONSTITUTION ?

Emmanuel Macron, candidat, avait promis d'inscrire dans la Constitution française le droit à l'avortement. Un droit comme fondamental pour les femmes d'avoir la liberté de disposer de leur corps. Si en décembre dernier, le projet de révision constitutionnelle a été présenté en Conseil des ministres, le texte a maintenant été présenté aux deux chambres avant même le vote en Congrès normalement en mars prochain.

Pour que le texte soit adopté, il faut qu'il soit voté par au moins 3/5 des élus des deux Chambres. Une étape à franchir et déjà passée par l'Assemblée nationale. Elle a voté à une grande majorité pour que ce droit soit inscrit dans la Constitution : 493 députés ont voté pour et 30 ont refusé.
Cependant, pour passer en Congrès, le texte doit être adopté dans les mêmes termes par le Sénat, à majorité de droite.

La surprise est venue du président du Sénat : Gérard Larcher. En tant que président de la Chambre haute, il a un devoir de réserve pourtant il s'est exprimé sur France Info lors d'une interview pour s'opposer à l'inscription de l'IVG dans la Constitution. Il a tenu à préciser ses propos : il n'est pas contre l'IVG mais il estime que ce droit n'est pas menacé dans notre pays. Au contraire s'il était menacé « *croyez-moi, je me battrais pour qu'elle soit maintenue. Mais (...) la Constitution n'est pas un catalogue de droits sociétaux.* »

Pour le Président du Sénat, avant d'inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution, il faut surtout observer les conditions dans lesquelles l'avortement est pratiqué. Il a tenu à rappeler qu'en 10 ans, ce sont 130 centres consacrés à l'IVG qui ont été fermés en France.
Si au Sénat, l'opposition de cette inscription est présente, c'est surtout sur les termes choisis.

Dans la chambre basse, les députés insoumis, porteurs du texte de révision, avaient notifié « garantir l'accès au droit à l'IVG pour les femmes », quand les sénateurs ont voté une version qui évoque « la liberté de la femme de mettre fin à sa grossesse ». L'idée donc d'une liberté garantie mais pas d'un droit qui pourtant heurte encore certains sénateurs de droite.

Il faut donc désormais que le texte soit adopté dans les mêmes termes par les deux assemblées pour que le vote en Congrès se fasse. Si jamais le Sénat venait à changer une ligne, une formulation alors le texte reprendrait le chemin de la navette parlementaire et empêcherait un vote pour le 5 mars comme le souhaite le Président et son garde des Sceaux, Éric Dupont-Moretti.

Le Sénat a jusqu'au 28 février pour débattre et voter sur le texte avant d'éventuels allers-retours entre les deux chambres. Mais ce sujet divise à droite puisqu'Éric Ciotti, le président des LR et député de la 1ère circonscription des Alpes-Maritimes a précisé que même si une liberté existe sur le vote des sujets sociétaux à droite, il faut pour lui éviter que les députés se « *retrouvent dans le camp des ringards anti-IVG.* » En effet, la loi de 1974 sur l'IVG avait été portée par Simone Veil, ministre de droite du président Giscard d'Estaing.

L'ESSENTIEL SUR...

- Norbert Elias, *La civilisation des mœurs*, 1939.

- Ole Schell et Sara Ziff, *Picture me, le journal vérité d'un top model*, 2009



La civilisation des mœurs de Norbert Elias



Fiche réalisée par Vincent BIENSTMAN

Présentation de l'ouvrage et de l'auteur

Norbert Elias est un sociologue allemand, né en 1897 et mort en 1990. Il a publié plusieurs ouvrages devenus de véritables classiques en sociologie, dont *La civilisation des mœurs* paru en 1939 pour la première édition. Il s'agit là de la première partie de l'ouvrage *Le processus de civilisation* ; la seconde partie, publiée en 1975, étant *La dynamique de l'Occident*. Parmi ses plus célèbres ouvrages, on pourra également citer *La société des individus* (1987) dans lequel il réfléchit sur la relation entre l'individu et la société.

Résumé des chapitres 3 et 5

La bibliographie officielle du réseau ScPo conseille la lecture de deux chapitres de cet ouvrage : le chapitre 3 d'une part qui vise à fixer « la position historique et sociologique du problème » et le chapitre 5 d'autre part, qui s'intéresse à « quelques fonctions naturelles ».

Le « problème » - ou plutôt la « problématique » - exposé dans le chapitre 3 est celui de l'émergence de l'idée de « civilisation » et son développement au cours des siècles derniers. Pour cela, le sociologue utilise tout au long de l'ouvrage des traités de savoir-vivre issus de plusieurs époques et s'adressant aux adultes. Cette étude permet ainsi de révéler les usages et les bonnes manières propres à chaque siècle.

L'analyse de traités datant du Moyen-Age interpelle un lecteur contemporain, tant les indications semblent être élémentaires de notre point de vue : « *il ne faut pas se curer les dents à l'aide de son couteau, cracher sur la table (...), il ne faut pas nettoyer ses dents avec la nappe* », etc.

Pour Norbert Elias, un tournant décisif s'opère durant la Renaissance. Pour l'illustrer, le sociologue s'attarde sur le traité d'Erasme, *De civilitate morum puerilium* publié en 1530. Cet ouvrage est emblématique car il introduit la notion de « civilité » qui deviendra ensuite centrale dans la définition européenne de l'idée de « civilisation ». Ce livre vise à orienter le comportement des hommes en société en matière de « *convenance extérieure du corps* ». Pour Norbert Elias, cet ouvrage illustre pleinement le basculement à l'œuvre durant cette époque. Alors que certains comportements prescrits paraissent, du point de vue actuel, tout à fait normaux et acquis, d'autres nous semblent lointains, hérités des traditions médiévales : « *Erasme fait été de choses qui ne passeraient plus aujourd'hui, il en évoque d'autres qui nous semblent l'évidence même* ». Par exemple, Erasme conseille d'utiliser un mouchoir en se détournant des autres pour se moucher, mais on peut se « *moucher avec deux doigts* » ; il conviendrait alors si « *quelque chose tombe par terre* » de « *l'étaler immédiatement avec le pied* ».

Alors que les recommandations indiquées dans les traités de savoir-vivre du Moyen-Age ne se traduisaient pas nécessairement par un changement des comportements, les traités à partir de la Renaissance obtiennent une réception bien plus forte, modifiant profondément les attitudes. Pour N. Elias, cela s'explique par des transformations sociales, et notamment le passage d'une noblesse chevaleresque (au Moyen-Age) à une noblesse de Cour (à la Renaissance) à laquelle s'agrège des individus issus de la bourgeoisie. Dans ce contexte de mobilité sociale importante en haut de la hiérarchie sociale, il devient de plus en plus important pour chacun d'affirmer, par ses comportements, son appartenance sociale : « *Les hommes exercent une plus grande pression les uns sur les autres, l'exigence d'une ''bonne conduite'' devient impérieuse* ».

Chapitre 5 : De quelques fonctions naturelles

Le chapitre 5 reprend la méthode présentée précédemment par le sociologue. A partir de trois « fonctions naturelles » (satisfaire ses besoins naturels, se moucher, dormir), N. Elias présente des extraits de divers traités de savoir-vivre (s'étalant du 13ème siècle au début du 20ème siècle) avant de les commenter.

De cette étude, il ressort une évolution au fil des siècles des seuils de la pudeur et du niveau affectif des hommes. Si l'évocation de certains comportements – comme uriner en public - peut aujourd'hui nous révulser, ils pouvaient auparavant paraître tout aussi naturels « *que le fait de se peigner ou de se chausser* ». N. Elias montre que la prescription de certains comportements devient de moins en moins nécessaire à mesure qu'ils se normalisent. Si les traités d'Erasme évoquent par exemple ouvertement la question de l'urine ou des flatulences en public, ces derniers disparaissent peu à peu des traités lors des siècles suivants. En somme, un « *voile de pudeur* » s'abat progressivement sur les fonctions du corps et leur vue. On n'évoque donc plus « *les sécrétions du corps* » telles que la morve, le crachat, l'urine. De même, la nudité devient de plus en plus une affaire privée. Des « instruments de civilisation » se développent alors pour cacher ces éléments : le mouchoir, la toilette de nuit, etc.

N. Elias note par ailleurs l'évolution des justifications pour ces comportements. Alors que les premiers traités de savoir-vivre étudiés ne cessent de faire référence à la « bienséance » et au respect des autres, les traités des siècles suivants évoquent de moins en moins des éléments extérieurs. L'individu doit adopter un comportement pour lui-même et non simplement pour les autres. Certains arguments « rationnels » apparaissent ainsi peu à peu pour justifier ces comportements, tel que l'hygiène.

Ce « processus de civilisation » pousse, au fil des siècles, les individus à développer une forme d'autocontrôle. Il devient de moins en moins nécessaire d'exercer un contrôle extérieur. Aujourd'hui, même lorsqu'un individu est seul, il adopte les comportements que la société attend de lui car ce conditionnement pousse l'individu à développer un « *coefficient de gêne, d'angoisse, de pudeur ou de culpabilité* » tel qu'il adopte par lui-même ces attitudes. En d'autres termes, « *le comportement standard de la société est devenu plus ou moins une ''seconde nature''* ».

Dès lors, si les traités de savoir-vivre s'adressaient auparavant aux adultes, ces règles de savoir-vivre sont aujourd'hui transmises dès le plus jeune âge. La famille est ainsi l'instance centrale de ce conditionnement et vise à faire intérioriser le plus rapidement possible ces règles. Finalement, « *l'histoire d'une société se reflète dans l'histoire interne de chaque individu : chaque individu doit parcourir pour son propre compte en abrégé le processus de civilisation que la société a parcouru dans son ensemble ; car l'enfant ne naît pas ''civilisé''* ». ◆

Picture me, le journal vérité d'un top model (2009)

Fiche réalisée par Louis ROSSIGNOL

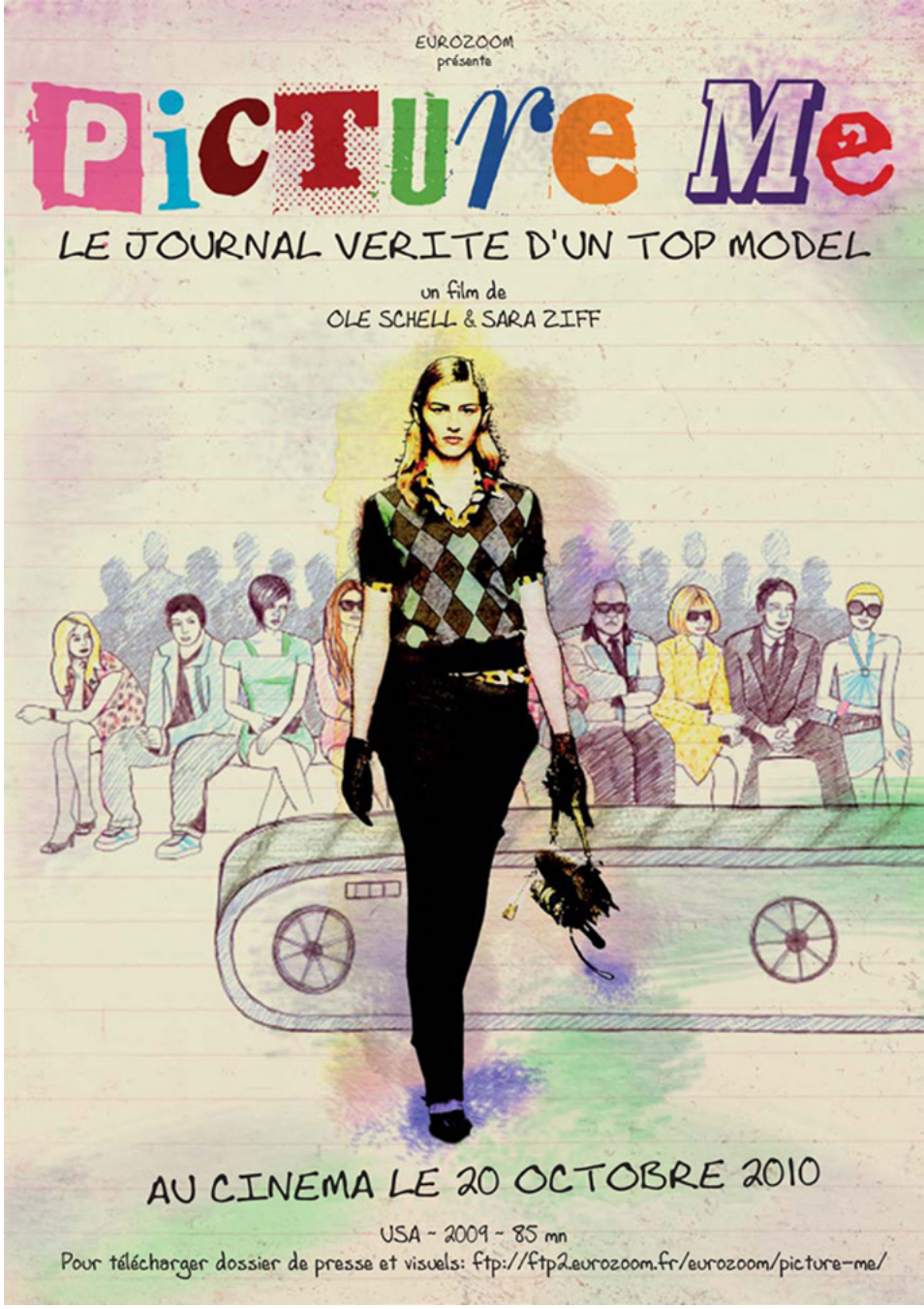
Sara Ziff, une new-yorkaise d'un milieu cultivé et relativement aisé, s'est filmée au début des années 2000 avec l'aide de son petit ami de l'époque. Elle débute à 18 ans dans le mannequinat et nous la suivons jusqu'à la reprise de ses études à l'université de Columbia lorsqu'elle avait 23 ans.

Son documentaire à partir de son exemple et celui de quelques-unes de ses amies permet d'illustrer la vision du corps dans ce secteur qui conduit à un sentiment de dépossession, à travers l'argent, le manque de prise sur leur carrière et les critiques souvent très dures qu'elles subissent. D'autant plus que les mannequins n'ont pas pu anticiper toutes les conséquences de leur métier car le recrutement se réalise généralement par hasard. C'est un monde de fantasmes mais aussi d'illusions avec des aspects particulièrement négatifs pour les filles y participant.

Les débuts joyeux

Sara est repérée à 14 ans dans la rue par un photographe à la sortie de son école mais débute véritablement sa carrière à 18 ans après avoir fini son lycée en enchaînant les publicités, photos et défilés. Très rapidement c'est l'excitation de sa nouvelle vie qui prend le dessus grâce aux voyages et à l'argent qui arrivent très rapidement. A 19 ans, elle reçoit un chèque de plus de 80 000 dollars et une liasse de billets provenant de défilés à Milan. Cet argent facile et rapide fait qu'elle se compare à une strip-teaseuse qui a un comportement similaire se servant de son corps pour recevoir de l'argent.

Sara montre les réactions de sa famille lors de ses débuts. Ses parents sont heureux pour elle mais également inquiets notamment à cause de l'arrêt de ses études, étant eux-mêmes diplômés de l'université (neurobiologiste pour son père et avocate pour sa mère). Ils s'étonnent également de l'importance d'avoir l'air heureuse pour les mannequins dans leur vie mais aussi morose sur les photos, car c'est l'image de la sensualité et la séduction. Ses propres émotions sont donc dictées par son métier.



Le contrôle et l'isolement

Afin de garder le contrôle sur les mannequins, notamment celles qui arrivent de pays en développement ou émergents, les agences mettent en œuvre des stratégies d'endettement avec la mise à disposition d'appartements, de chauffeurs, de billets d'avions mais tout cela à la propre charge des filles. Elles sont donc dans l'obligation de continuer et d'accepter le travail proposé afin de les rembourser ; ce qui entraîne une partie d'entre elles dans un cercle vicieux de surendettement. D'autant plus qu'elles s'habituent à ce train de vie avec l'exemple d'un chèque de 111 000 dollars que Sara reçoit sans joie, car à ce moment elle commence à s'inquiéter sérieusement d'avoir réalisé un mauvais choix en abandonnant ses études contrairement à ses amis qui sont presque tous diplômés de grandes universités.

De plus, les mannequins perdent certains de leurs liens amicaux et familiaux car elles ont un mode de vie différent et généralement un niveau de vie beaucoup plus important en devenant riches très jeunes. Cela peut causer des frustrations et le sentiment que leurs proches cherchent à profiter d'elles. Certaines finissent donc par s'isoler afin d'éviter ces sentiments.

Le milieu de la mode peut aussi engendrer des comportements pervers en particulier des hommes photographes qui cherchent à profiter des mannequins, avec des photos, des vidéos sans leur autorisation lorsqu'elles se changent. Mais également des agressions sexuelles pendant ou après les séances où elles sont dans un rapport de domination avec des hommes plus âgés et ayant le pouvoir de rendre possible ou non leur carrière.

Le défilé comme moment paroxystique

Le documentaire se poursuit en se concentrant sur les défilés qui sont des périodes difficiles pour les mannequins. Pendant plusieurs semaines, les fashion weeks s'enchaînent à Londres, New-York, Paris et Milan. Pendant ces moments, elles

ne peuvent dormir que quelques heures par nuit, sans jour de congé et en travaillant parfois 15 heures dans la journée.

Les défilés sont un moment de chaos, de stress, d'intensité avec beaucoup de bruit, de personnes et de stars. Les changements se font dans les coulisses devant tout le monde sans aucune intimité, comme-ci elles n'en avaient pas besoin car leur corps est un objet public.

Lors de ces *fashion weeks*, elles ne se soucient de rien, tout est pris en charge par les agences. Certaines se sentent comme des « poupées vivantes » avec une attention extérieure permanente, mais sans réflexion car la tête se vide avec une apparence qui prend le dessus. Les mannequins sont considérées seulement comme un corps qui n'est plus connecté au reste. Les personnes autour d'elles oublient qu'elles sont des êtres humains en étant traitées « comme des robots ». Elles ressentent une sensation de vide en devenant seulement un accessoire de mode au même titre que les vêtements.

Une influence négative sur leur moral

Les conséquences de ce secteur sont importantes pour les mannequins qui sont incitées à devenir les plus maigres possible. Les critiques sur leur corpulence sont faites directement en face d'elles. Les jugements sont basés seulement sur l'apparence sans prise en compte de la personne, ce qui engendre de fortes pressions sur elles et un sentiment de dépersonnalisation.

La maigreur devient une compétition et une source de pouvoir car c'est le seul facteur contrôlable pour elles. Ceci déclenche des comportements qui peuvent se rapprocher de l'anorexie. Elles développent souvent une vision négative de leur corps, comme par exemple lorsque Sara regarde certaines de ses photos dans les magazines où elle se trouve laide et idiote.
De plus, pour maintenir leur maigreur et contrôler leur satiété certaines utilisent des drogues comme la cocaïne pour également tenir malgré la fatigue. La beauté est centrée sur la jeunesse et la minceur avec des mannequins qui peuvent débuter avant 14 ans. Il y a une course à la nouveauté avec un sentiment d'être jetables dès qu'elles dépassent 22 ans. Cela oblige à des sacrifices pendant leur adolescence en particulier de leur scolarité, ce qui rend la reconversion difficile car leurs compétences sont limitées en dehors de ce secteur.

Enfin, l'impact de cette industrie ne s'arrête pas aux seules mannequins mais influence également l'ensemble de la société à travers les normes et valeurs véhiculées dans les médias et lors des défilés. Ce documentaire a été tourné avant l'avènement des réseaux sociaux, qui n'ont fait qu'accentuer certaines des dérives décrites par Sara et ses amies.

Cependant il faut également noter que les normes de beauté ont évolué depuis le moment du tournage. Si elles restent très centrées sur la minceur, certains corps avec davantage de formes sont mieux acceptés ces dernières années avec la figure archétypale de Kim Kardashian qui a participé à ce changement (visible sur arte.tv dans le documentaire de Nesrine *Slaoui Kim Kardashian Theory*, 2024). Les normes de beauté sont ainsi toujours aussi prégnantes pour les individus et notamment les femmes, mais elles peuvent évoluer avec le temps. ◆


tremplin le mag